

Université de Montréal

**Macro-analyse quantitative des facteurs d'émergence des  
émeutes : Une nouvelle approche de compréhension  
mondiale des violences collectives**

par

Jean-Charles Gris

École de Criminologie

Faculté des arts et des sciences

Mémoire présenté à la Faculté des études supérieures et postdoctorales  
en vue de l'obtention du grade de maître es sciences  
en criminologie

juin, 2012

© Jean-Charles Gris, 2012

Université de Montréal  
Faculté des études supérieures et postdoctorales

Ce mémoire intitulé :

Macro-analyse quantitative des facteurs d'émergence des émeutes : Une nouvelle approche  
de compréhension mondiale des violences collectives

Présenté par :  
Jean-Charles Gris

a été évalué par un jury composé des personnes suivantes :

Étienne Blais, président-rapporteur  
Samuel Tanner, directeur de recherche  
Marc Ouimet, co-directeur  
Carlo Morselli, membre du jury

## Résumé

Suite aux émeutes du Printemps Arabe de 2011 et l'incapacité avouée à prévoir ce genre d'évènements à l'échelle mondiale, nous nous sommes intéressés à une nouvelle approche macroscopique quantitative qui doit permettre de mieux comprendre cette problématique dans son ensemble. Après avoir considéré, au travers des connaissances existantes, la conception d'un cadre théorique éclectique considérant l'émergence des émeutes, nous avons procédé à une analyse par recension de leurs facteurs regroupés en sphères politiques, économiques, sociales et technologiques. De ces analyses nous avons tiré trois grandes catégories d'émeutes, à savoir, les émeutes ethniques-religieuses, les émeutes socio-économiques, et les émeutes de masse-politiques.

Dans la deuxième partie de notre recherche, nous avons abordé la problématique sous l'angle quantitatif. Tout d'abord, nous avons effectué des analyses bivariées entre les différentes catégories d'émeutes et les différentes sphères de variables. Nous avons ainsi remarqué que les émeutes de masse-politiques sont principalement sensibles aux facteurs politiques des pays. Les émeutes socio-économiques de notre échantillon sont quant-à-elles fortement liées aux variables des sphères sociales et économiques. Enfin, les émeutes de type ethniques-religieuses sont liées à la fois à la sphère sociale, et plus particulièrement à l'aspect d'hétérogénéité ethno-religieuse, et également aux variables de la sphère économique. Si ces constatations peuvent sembler tautologiques, en fait il n'en est rien. Ce que nous avons identifié ici est le fait que les différentes typologies d'émeutes, comme nous les avons établies, ont un lien direct avec les sphères de variables concordantes, répondant ainsi à une logique quantitative.

Ensuite, nous avons établi des modèles statistiques par le biais de régressions linéaires multiples. Plusieurs modèles ont été créés pour répondre aux différentes typologies d'émeutes. On retrouve ainsi un modèle global visant à comprendre les émeutes dans leur ensemble, et également des modèles spécifiques créés pour analyser les sous-catégories d'émeutes. Deuxième point important de notre étude : il est possible d'établir des modèles statistiques fiables pour analyser les émeutes de manière macroscopique et ces derniers varient en fonction des catégories d'émeutes. Ainsi, notre modèle multivarié principal explique 50% de la variance du taux global d'émeutes.

**Mots-clés:** Violences collectives, Émeutes, Analyses quantitatives, monde.

## Abstract

*Following the 2011 Arab Spring's riots and apparent difficulty predicting such events worldwide, the study is interested in developing a new macroscopic approach that utilizes quantitative aspects of the issue to generate a systemic view. Building on existing knowledge, considering the design of an eclectic theoretical framework for the emergence of the riots, the study conducts an analysis of their political, economic, social and technological factors. From the analysis the study has considered three main categories of riots: the ethnic-religious riots, the socioeconomic riots, and the mass-political riots.*

*In the second part of the research we have addressed the issue from quantitative perspective. Initially, we conducted bivariate analysis between the different categories of riots and the different variables grouped in the political, economic, social and technological areas. Statistical analysis of these variables points out that the different spheres of variables act differently on different categories of riots. The study has also remarked that the mass-political riots are mainly sensitive to countries' political factors. Socio-economic riots in our sample are tightly bound to social and economic variables. Finally, ethnic-religious riots are related to social variables, especially ethnical and religious homogeneity. These findings may seem tautological, but our study leads us to think otherwise. This study identifies an interesting relationships: various types of riots, as we have established, have a direct link to certain spheres of variables, following a quantitative logic.*

*Additionally, we developed statistical models through multiple linear regressions. For each type of riot, a specific model has been created. The study utilizes a comprehensive model to understand the riots as a whole, as well as specific models designed to analyze subcategories of riots. Second important point of the study: it is possible to build reliable statistical models to analyze the riots in a macroscopic approach and they vary based on the categories of riots. Thus, our main multivariate model explains 50% of the riots rate's variance.*

**Keywords:** *Collective violence, Riots, Data Analysis, World .*

# Table des matières

Résumé.....	iii
Abstract.....	iv
Liste des tableaux.....	vii
Liste des figures.....	viii
Introduction.....	1
1 Recension des écrits.....	5
1.1 Les émeutes à travers le monde.....	5
1.1.1 Historique.....	5
1.1.2 État des connaissances générales.....	6
1.2 Outils d'évaluation du risque d'émeutes.....	10
1.3 Facteur d'émergence par matrice PEST.....	19
1.3.1 Sphère politique.....	20
1.3.1.1 Contexte.....	20
1.3.1.2 La Police.....	22
1.3.2 Sphère économique.....	27
1.3.2.1 Économie locale.....	27
1.3.2.2 Économie globale.....	29
1.3.3 Sphère sociale.....	30
1.3.4 Sphère technologique.....	36
1.3.4.1 Médias.....	36
1.3.4.2 Réseaux sociaux.....	39
1.4 Cadre Théorique.....	42
1.4.1 Les 3 phases de l'émeute.....	43
1.4.1.1 Un contexte favorable.....	43
1.4.1.2 Le basculement.....	46
1.4.1.3 La contagion.....	48
1.4.2 Synthèse.....	50
1.4.3 Inventaire général des facteurs.....	52

1.5	Objectifs de recherche .....	53
2	Méthodologie.....	55
2.1	Recension des émeutes.....	56
2.1.1	Contrôle de la représentation des émeutes .....	57
2.1.1.1	Degré de liberté de presse .....	57
2.1.1.2	Proportion de population.....	58
2.2	Catégorisation des émeutes .....	63
2.2.1	Émeutes ethniques-religieuses .....	64
2.2.2	Émeutes socio-économiques.....	66
2.2.3	Émeutes de masse .....	67
2.2.4	Émeutes hors étude .....	69
3	Analyses.....	70
3.1	Analyses bivariées.....	70
3.1.1	Sphère politique.....	71
3.1.2	Sphère économique .....	76
3.1.3	Sphère sociale.....	82
3.1.4	Sphère technologique .....	86
3.2	Modélisation - Régressions linéaires multiples.....	89
3.3	Applications pratiques.....	95
4	Conclusion.....	100
4.1	Limites.....	103
4.2	Synthèse et apports.....	105
4.3	Perspectives .....	107
	Bibliographie.....	110

## Liste des tableaux

Tableau 1. Inventaire général des facteurs d'influence des émeutes au travers de la littérature .....	53
Tableau 2. Répartition du Taux d'émeutes 2000-2010 en fonction de la classification de l'ONU.....	62
Tableau 3. Taux d'émeutes ethniques-religieuses.....	65
Tableau 4. Taux d'émeutes socio-économiques.....	66
Tableau 5. Taux d'émeutes de masse-politiques .....	68
Tableau 6. Corrélations ou éta entre les variables de la sphère politique et la base logarithmique naturelle des taux d'émeutes .....	72
Tableau 7. Corrélations entre les variables de la sphère économique et la base logarithmique naturelle des taux d'émeutes .....	78
Tableau 8. Corrélations entre les variables de la sphère sociale et la base logarithmique naturelle des taux d'émeutes.....	83
Tableau 9. Corrélations entre les variables de la sphère technologique et la base logarithmique naturelle des taux d'émeutes .....	87
Tableau 10. Analyses de régression multiple des bases logarithmiques naturelles des taux d'émeutes pour 80 pays entre 2000 et 2010 .....	91
Tableau 11. Les pays qui montrent les écarts les plus importants entre la valeur prédite et la valeur observée.....	96
Tableau 12. Écarts entre les valeurs observées et les valeurs prédites pour les pays de notre échantillon touchés par le Printemps Arabe de 2011 .....	97
Tableau 13. Analyses de régressions multiples des bases logarithmiques naturelles des taux d'émeutes pour 80 pays entre 2000 et 2010 en accord avec the shoe trower's index de The Economist.....	99

## Liste des figures

Figure 1. Social Unrest and Risks - Renn et coll. (2011).....	2
Figure 2. Échelle Bui-Trong .....	12
Figure 3. Faits enregistrés par les services de police et de gendarmerie au premier semestre 2006 sur l'ensemble du territoire national français.....	14
Figure 4. Risk of social unrest in 2010 - Global Interbox (source: The Economist) .....	16
Figure 5. Shoe thrower's index (Source : The Economist).....	17
Figure 6. Arab League Index of Unrest .....	18
Figure 7. Ladder of social unrest – Renn et coll. (2011).....	51
Figure 8. Distribution du taux total d'émeutes de 80 pays 2000-10 et la base logarithmique naturelle du taux total d'émeutes.....	59
Figure 9. Répartition du taux d'émeutes 2000-2010 .....	61
Figure 10. Diagramme de dispersion entre la base logarithmique naturelle du PIB per capita et la base logarithmique naturelle du taux d'émeutes .....	77



## **Abréviations**

ASSÉ :	Association pour une Solidarité Syndicale Étudiante
BCLVU :	Bureau national de Coordination de Lutte contre les Violences Urbaines
COMPSTAT :	COMPUter STATistics ou COMPARative STATistics
DCSP :	Direction Centrale de la Sécurité Publique
DGPN :	Direction Générale de la Police Nationale
FBI :	Federal Bureau of Investigation
FMI :	Fond Monétaire International
G20 :	Groupe des 20 (19 pays + Union Européenne)
G8 :	Groupe des 8 puissances économiques mondiales
GAMMA :	Guet des Activités et des Mouvements Marginaux Anarchistes
HLM :	Habitations à Loyer Modéré
INVU :	Indice National des Violences Urbaines
NYPD :	New York Police Department
OCDE :	Organisation de Coopération et de Développement Économique
OMC :	Organisation Mondiale du Commerce
OMS :	Organisation Mondiale de la Santé
ONG :	Organisation Non Gouvernementale
ONU :	Organisation des Nations Unies
OTAN :	Organisation du Traité de l'Atlantique Nord
PEST :	Politique, Économie, Social, Technologie
PESTEL :	Politique, Économie, Social, Technologie, Environnement, Légal
PIB :	Produit Intérieur Brut
RG :	Renseignements Généraux
SAIVU :	Système d'Analyse Informatique des Violences Urbaines
SPVM :	Service de Police de la Ville de Montréal
STEEPLED :	Social, Technologie, Économie, Environnement, Politique, Légal, Éthique, Démographie



*À mon épouse Yuliya et mes filles  
Constance et Nikita pour m'avoir supporté  
et soutenu durant ces années d'études et  
d'absence.*

# Introduction

## Mise en contexte et problématisation

2011, l'Afrique du Nord et le proche Orient sont secoués par une cascade d'émeutes et de conflits armés, sur fond de frustration relative renforcée par la hausse des prix des denrées de base, dont le point de départ fut le décès de Mohamed Bouazizi, un jeune vendeur ambulant tunisien qui s'est immolé. La Tunisie, l'Égypte, la Lybie, l'Algérie, le Yémen, le Bahreïn, puis la Syrie, se sont successivement embrasés par des mouvements collectifs où les contestations et la répression se sont affrontées à différents niveaux d'intensité, dépendamment des pays. Ainsi, là où la révolution de Jasmin tunisienne a duré quatre semaines, coûtant la vie à près de 300 personnes et forçant le départ de son président Zine el-Abidine Ben Ali vers l'Arabie Saoudite, les émeutes libyennes se sont transformées rapidement en guerre civile, accentuée par l'intervention mesurée de l'OTAN<sup>1</sup>. Le monde arabe surprend les pays industrialisés en entrant en résonance, provoquant des troubles locaux, des changements et des renversements de gouvernements, ainsi qu'en entraînant des conséquences internationales en terme de relations économiques et politiques, forçant même l'intervention militaire de pays étrangers.

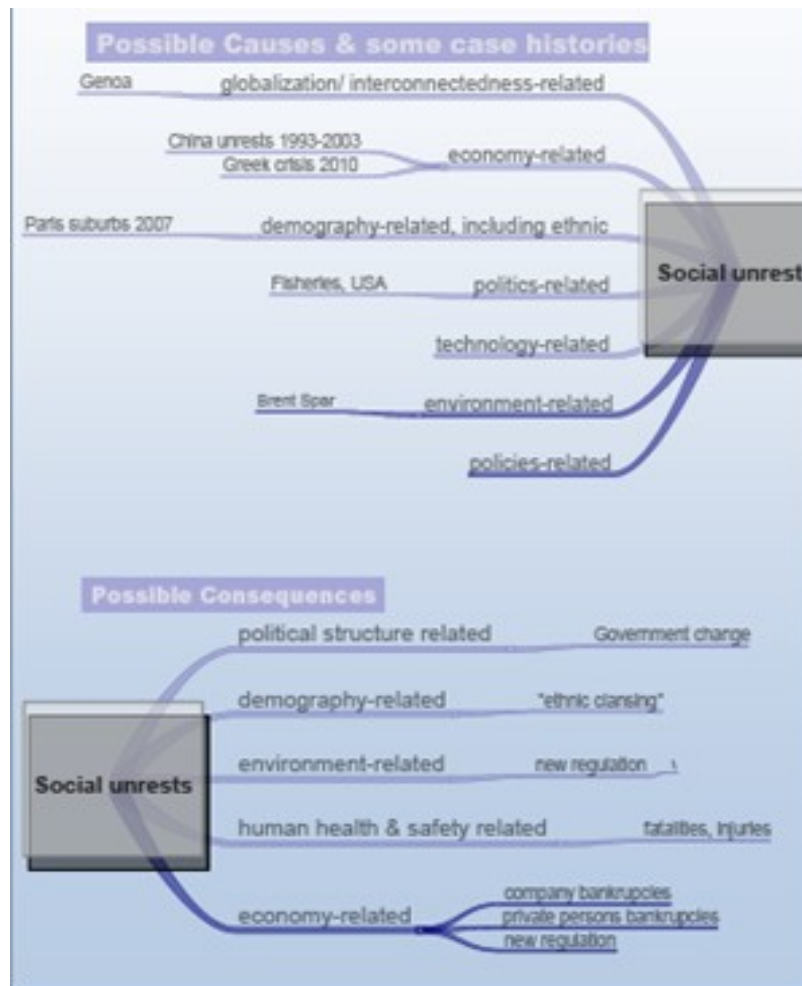
Les gouvernements et les médias s'entendent pour dire que personne n'avait ni prédit, ni anticipé cette situation. L'incapacité des gouvernements, concernés directement

---

<sup>1</sup> Organisation du Traité de l'Atlantique Nord

ou indirectement, à anticiper ces violences collectives et leurs conséquences ont brouillé les cartes et les enjeux politiques. Comme le souligne Justino (2005), la récurrence et l'importance des émeutes réduisent significativement le potentiel de croissance économique et de réduction de la pauvreté.

Figure 1. Social Unrest and Risks - Renn et coll. (2011)



La figure 1, tirée de Renn et coll. (2011) dans leur rapport adressé à l'OCDE<sup>2</sup>, illustre très bien les types de risques inhérents aux émeutes, en fonction de la contagion et

<sup>2</sup> Organisation de Coopération et de Développement Économique

la convergence. Ainsi, les risques aussi variés soient-ils, réels ou seulement perçus, peuvent ultimement mobiliser les gens vers l'action et intrinsèquement dans notre cas, par des violences collectives.

Le développement de certains aspects sociétaux, comme la hausse des prix des denrées de base ou encore l'aspiration à la démocratie, semble avoir facilité l'expression de la frustration de certaines populations. Mais était-il possible de prédire ces violences collectives? Le concept même des émeutes n'a jamais été abordé quantitativement de manière macroscopique et global. Seules quelques études qualitatives ont osé s'aventurer à concevoir la problématique à l'échelon supérieur (Krug, 2002; Bertho, 2009; Renn et coll., 2011). Lorsque la littérature s'attarde, de manière quantitative ou qualitative, à concevoir les émeutes au niveau mondial, elle ne le fait que par une vue orientée sur une problématique spécifique. Il peut s'agir aussi bien de liens entre les émeutes et, par exemple, l'implication de la Banque Mondiale (Hsieh, 2009), la hausse des prix (Bellemare, 2011), les inégalités (Abbnick et coll., 2011), les redistributions des richesses (Justino, 2005), et autres. Nous nous proposons donc ici de concevoir, de manière exploratoire, des modèles statistiques qui permettraient, sinon de les prédire, de mieux comprendre empiriquement les facteurs d'émergence des émeutes dans leur globalité.

Si chaque émeute demeure unique dans sa dynamique, sa raison, son importance, son contexte, ses conséquences, sa durée, ses participants, et tout autre facteur relatif, il nous apparaît primordial de porter l'étude de la problématique à un niveau supérieur. Dans un contexte de mondialisation, les impacts des tensions dans une ville ou un pays

ont des répercussions au-delà des frontières physiques, motivant l'intérêt, tout autant que l'inquiétude, d'autres pays. Cet aspect particulier nous incite à marcher en dehors des sentiers battus et à considérer les émeutes de manière macroscopique, à savoir, dans leur réalité mondiale. Il ne s'agit pas ici de déterminer la cause d'une émeute et de concevoir qu'elle sera valable pour les autres. Il est plutôt question d'observer les contextes et de concevoir dans quelles mesures ces derniers peuvent influencer la prépondérance des émeutes. Jusqu'à présent, il y a eu deux grands types d'études et d'écrits sur les émeutes. On retrouve soit des études quantitatives dont les récits ne considèrent généralement qu'un nombre choisi d'évènements et certains facteurs d'une même sphère (Justino, 2005; Snow et coll., 2007; Lagrange, 2008; Hsieh, 2009; Abbnick et coll., 2009; Bellemare, 2011), soit ce sont des tours d'horizons des émeutes à travers le monde faisant état de différents aspects, sources de discussions (Bertho, 2009; Renn et coll., 2011). La littérature ne considère pas réellement les émeutes par une approche quantitative globale. Une telle approche devrait permettre de comprendre, de soutenir, ou d'infirmer la généralisation des observations sur le sujet.

# 1 Recension des écrits

## 1.1 Les émeutes à travers le monde

### 1.1.1 Historique

Dans son ouvrage *Le temps des émeutes*, Alain Bertho retrace habilement, de manière qualitative, les événements marquants des émeutes des dernières décennies à travers le monde pour en tirer un portrait particulier et non généralisé, où les caractéristiques se comparent pour être tantôt en opposition et tantôt en accord. Pour Bertho (2009), si l'émeute dépend des contextes nationaux et des situations historiques, elle a ce caractère temporel qui la définit avant tout. Temporelle car *elle ne s'inscrit pas dans l'agenda politique* et également parce qu'elle répond aux situations sociétales d'un moment et d'un espace donnés. L'intérêt grandissant qu'on lui porte, que ce soit par l'exposition des médias ou par sa récurrence qui semble de plus en plus grande (certains parlent même de cycles d'émeutes, concept qui rejoint les travaux de Cusson (2011) qui traitent, entre autres, de cycles de la criminalité), consacre deux dimensions distinctes : «*sa nouveauté subjective et sa mondialité*» (Bertho, 2009, p14).

L'auteur souligne également la difficulté d'obtenir une vision d'ensemble exhaustive du phénomène, tant il est difficile d'obtenir le nombre d'émeutes dans chaque pays. Ainsi, le *Washington Post* en date du 28 janvier 2006 avance un nombre de 80000 manifestations, incidents et émeutes en Chine au courant de l'année 2005. Dans un



même ordre d'idées, il est estimé qu'il y a eu en Inde entre 80000 et 100000 émeutes<sup>3</sup> par années dans les années 90.

### 1.1.2 État des connaissances générales

Le premier défi réside dans la capacité à décrire de manière exhaustive les champs de définition des émeutes et des violences collectives. Cette tâche est définitivement ardue lorsque l'on considère le caractère contemporain des émeutes (Bertho, 2009). En effet, des violences collectives peuvent être considérées ou non comme émeutes en fonction de leurs caractéristiques sociales et temporelles, sans omettre les perceptions que l'on s'en fait. Plutôt que de définir le rôle des facteurs et des acteurs pour chaque type d'émeutes, nous préférons aborder ces derniers dans leur globalité, afin d'éviter la redondance, tout en considérant le fait que ces facteurs sont abordés dans la littérature de manière spécifique à un niveau microscopique, rendant donc leur généralisation à un niveau macroscopique plus difficile. Il est évident que certains facteurs vont alors s'appliquer ou non, dépendamment du type d'émeute et de leurs contextes propres.

Krug (2002, p239) définit la violence collective de la manière suivante:

*«L'utilisation instrumentale de la violence par des personnes qui s'identifient comme membres d'un groupe, que ce groupe soit temporaire ou qu'il ait une identité plus permanente, contre un autre groupe de personnes, afin d'atteindre des objectifs politiques, économiques ou sociaux».*

---

<sup>3</sup> Source : Gouvernement de l'Inde, *Crime in India* (New Delhi : Crime Records Bureau, Ministry of Home Affairs, various years).

Cependant cette perception englobe une trop large possibilité d'expressions de ce concept. C'est pour cette raison que nous avons décidé de ramener ce facteur central à l'idée d'émeute. Roché (2006) fait une intéressante analyse des différents concepts entre violences urbaines ou péri-urbaines, émeutes, *riots* (terme anglais provenant de l'ancien français 'riote' qui signifie querelle), etc. Même si son analyse s'attarde principalement aux émeutes de 2005 en France, retenons qu'une émeute serait une juxtaposition d'évènements qualifiés individuellement de violences urbaines à un moment donné, amenant le tout à un échelon supérieur. Il convient effectivement de reconnaître que, comme l'ont souligné plusieurs auteurs, la grande majorité des émeutes se produisent plutôt en zone urbaine, berceau de l'espace politique moderne depuis la Grèce du V<sup>e</sup> siècle avant J.C. Bertho (2009, p230) résume très bien, en ces quelques mots, que *«l'émeute, le plus souvent, est un face-à face des gens et de l'État sur la question des principes et des fondements de l'action publique»*. Il nous semble cependant important d'ajouter un concept primordial lorsque l'on traite des émeutes. Il est en effet essentiel de comprendre qu'il existe, à notre avis, deux formes principales d'émeutes, à savoir les émeutes que nous qualifierons de spontanées<sup>4</sup>, le plus généralement localisées dans les zones de vie des émeutiers, et les émeutes qui surviennent dans le cadre d'un mouvement social programmé<sup>5</sup>.

---

<sup>4</sup> Comme par exemple les émeutes dans les quartiers populaires suite au décès d'un jeune.

<sup>5</sup> Comme par exemple les émeutes en marge des sommets politiques de type G8 (Groupe des 8 puissances économiques mondiales, G20 (Groupe des 20 (19 pays + Union Européenne) ou OMC (Organisation Mondiale du Commerce).

La plupart des sociétés viennent donc avec leurs cortèges de contestations (Frank, 1984). L'aspect qui nous intéresse ici est celui des manifestations de contestation et mouvements sociaux, qu'ils soient planifiés ou non, et plus spécifiquement ceux qui dégénèrent en émeutes. Ces dernières peuvent prendre des formes très variées et avoir des impacts bien différents en fonction des gestes posés, de leurs leviers motivationnels et de l'environnement dans lequel elles s'inscrivent (Krug, 2002). Pour certains, les violences collectives résulteraient d'un climat délétère plus que de caractéristiques socio-économiques ou démographiques particulières (Brodeur et coll., 2008). D'un autre point de vue, les émeutes peuvent servir de carcan développemental, n'étant ni l'apanage de toutes les classes sociales, ni uniformément réparties dans les sociétés (Morenoff et coll., 2006; Lagrange, 2008). Ainsi, rares sont les émeutes dont les acteurs uniques sont issus de classes sociales dites privilégiées (Kokoreff, 2006). En effet, ce genre de manifestation sociale est souvent le produit des classes défavorisées ou populaires qui ont moins à perdre et souffrent d'une manière générale d'une stigmatisation sociale, politique, et/ou ethnique plus lourde. En général, l'émergence d'une émeute doit répondre à la fois à des prédispositions socio-économiques, le tout dans un climat délétère (Renn & coll., 2011).

Il est donc important de souligner l'ambivalence de l'émeute en ce sens que la protestation émeutière flirterait avec le ressentiment plus qu'avec l'action affirmative (Lagrange, 2008). On peut donc considérer que l'émeute serait l'expression d'une frustration due à un manque de reconnaissance symbolique et de reconnaissance sociale. Le fait de participer collectivement à des émeutes pourrait renforcer le sentiment

d'appartenance et de reconnaissance qui peut faire défaut sur le plan social conventionnel (Salas, 1998). Certaines approches relèvent de la socio-anthropologie (Boucher, 2007) et conçoivent les actions des bandes de jeunes comme étant dépendantes des codes de valeurs de ces bandes et de la volonté de se faire reconnaître et respecter. Les émeutes ont souvent été considérées comme sociales ou économiques, mais rarement comme outil d'expression politique (Hadj-Moussa et Wahnich, 2011).

On pourrait distinguer deux étapes dans l'escalade. Dans un premier temps, les groupes cherchent tous à obtenir une part de ce que la société a à offrir. Dans un deuxième temps, aux vues des inégalités et par manque de moyens, certains groupes qui ne peuvent accéder au but, cherchent, en se coordonnant, à réduire les gains des autres groupes (Abbnick et coll., 2011). Cette approche intéressante et souvent sous-estimée, met en exergue cette conception de la violence collective comme moyen de nivellement par le bas en diminuant les biens des autres pour intrinsèquement en réduire les inégalités. Notons toutefois que cette vision comporte ses limites, en cela que, pour être efficace, cette méthode devrait tendre à se systématiser dans une zone géographique cohérente, mais elle entrainerait alors une réponse rapide et probablement très ferme des élites.

## 1.2 Outils d'évaluation du risque d'émeutes

La problématique des émeutes est abordée différemment dans la littérature, soit en fonction des raisons présumées, soit en raison des localisations géographiques. Les études de type qualitatives s'attardent à analyser des chronologies d'évènements globaux ou locaux, par des faits politiques, sociaux, économiques ou ethniques pour créer des cadres de compréhension particuliers. Certaines études quantitatives consacrent l'analyse de ces mêmes facteurs pour des pays spécifiques, ou dernièrement des régions géographiques. Nous allons ici retracer quelques exemples qui illustrent les lignes de pensées et les orientations prises dans ce que l'on pourrait concevoir comme une tentative d'anticipation des émeutes.

Si la littérature s'entend à dire que les émeutes répondent à des dynamiques individuelles particulières et s'inscrivent dans des contextes propres, les auteurs mettent tout de même en avant l'importance de développer des outils qui doivent permettre de prévoir les troubles (Mucchielli, 2001; King, 2004, Snow et coll., 2007 ; Brodeur et coll., 2008 ; Lagrange, 2008). À l'heure actuelle, très peu d'outils actuariels sont utilisés dans la prévision des émeutes. En effet, la volatilité de la problématique étudiée rend difficile le fait d'affirmer qu'il va y avoir des émeutes dans telle ou telle région, et surtout de prendre les dispositions qui en découlent. Qui veut assumer les conséquences d'une mauvaise prédiction?

Attardons nous un instant sur le cas de la France et de sa culture de la manifestation, incluant les débordements que cela implique. Dufresne (2007) montre comment les RG<sup>6</sup> ont tendance à surévaluer le danger dans un mouvement social. En effet, si des émeutes éclatent, ils l'avaient prévu, et si rien ne se passe, les bonnes dispositions ont été prises.

Certains outils ont tout de même vu le jour et ont eu le mérite d'être mis en application. Regardons dans un premier temps *l'échelle Bui-Trong*, créée par la Commissaire de Police (aux RG) du même nom et à qui nous devons également l'expression 'violences urbaines' depuis 1990. Cette échelle, qui comporte huit degrés, a l'avantage d'être simple, efficace et compréhensible par l'ensemble des intervenants. Cette simplicité lui vaudra également d'être critiquée pour sa vision réductrice de la problématique. Elle permet en effet de pouvoir situer les tensions sociales dans une zone donnée, de les classer et d'obtenir une vision d'ensemble qui doit estimer les risques de violences urbaines. La figure 2 fait état des différents niveaux composant l'échelle Bui-Trong. Elle présente la gradation des huit niveaux de classification en fonction du degré de sévérité des actes délictueux répertoriés par les services de police.

---

<sup>6</sup> Renseignements Généraux

Figure 2. Échelle Bui-Trong

Degrés	Formes caractéristiques
1	Vandalisme sans connotation anti-institutionnelle ; razzias dans les commerces ; rodéos de voitures volées puis incendiées ; délinquance crapuleuse en bande contre des particuliers ; rixes, règlements de compte entre bandes
2	Provocations collectives contre les vigiles ; injures verbales et gestuelles contre les adultes, le voisinage, les porteurs d'uniforme, les enseignants ; petit vandalisme envers les institutions (écoles, postes de police, salles collectives municipales, etc.)
3	Agressions physiques anti-institutionnelles sur porteurs d'uniforme, agents publics (contrôleurs, pompiers, militaires) ou des enseignants
4	Attroupements menaçants envers les policiers ; lapidation des voitures de patrouille ; Attroupements lors d'interventions de police ; menaces téléphoniques aux policiers ; lapidations des voitures de patrouille ; manifestations devant les commissariats ; chasses aux dealers.
5	Attroupements vindicatifs freinant les interventions investissements des commissariats ; trafics divers visibles (recel, drogue)
6	Agressions physiques sur des policiers ; attaque ouverte des commissariats ; guet-apens contre les policiers ; « pare-chocages ».
7	Vandalisme massif (saccage de vitrine, incendie de voitures, jet de cocktails Molotov)
8	Saccages et pillages ; agressions de particuliers ; affrontements avec les forces de l'ordre ; guérillas ; émeutes

Cette échelle est restée en activité jusqu'en 1999 alors qu'elle est jugée trop subjective. Elle s'attarde en effet plus sur les tensions sociales, entre jeunes et représentants de l'État, que sur les faits numériques composés par les rapports d'évènements. Ce qui est paradoxal car cet aspect de tension sociale est identifié dans la littérature comme un des leviers motivationnels principaux dans l'émergence des émeutes urbaines. En 1999 la DCSP<sup>7</sup>, en partenariat avec les RG, crée le SAIVU<sup>8</sup>, qui reprend principalement *l'échelle Bui-Trong*, mais dont l'utilisation devient beaucoup plus complexe. Le recueil des informations quantitatives se fait par le biais des activités et

<sup>7</sup> Direction Centrale de la Sécurité Publique

<sup>8</sup> Système d'Analyse Informatique des Violences Urbaines

rapports policiers, avec l'inconvénient de la partialité des saisies d'informations. En effet, dans les zones très sensibles, beaucoup de faits que l'on juge de moindre importance ne sont pas rapportés, alors qu'ils le seront dans les zones de faible activité policière, créant ainsi un biais géographique.

Le BCLVU<sup>9</sup> est créé en 2004. Ce groupe de travail est directement intégré au cabinet de la DGPN<sup>10</sup>. En mars 2005 est alors créé l'INVU, pour Indicateur National des Violences Urbaines, que l'on veut moins inflationniste, pour reprendre les termes de Dufresne (2007). Cet indicateur, qui a l'avantage et l'inconvénient d'être automatisé, se veut plus quantitatif et se compose de neuf rubriques, à savoir, les incendies de véhicules, de poubelles, puis de biens publics, les jets de projectiles, les dégradations de mobiliers urbains, les violences collectives à l'encontre des services de sécurité-secours-santé, les rodéos automobiles, les affrontements entre bandes et enfin les occupations illicites de hall d'immeubles. La figure 3 illustre comment sont abordés les facteurs composant l'INVU. Le suivi des statistiques locales et nationales doit alors permettre de constater la variation de l'occurrence des faits et d'en conclure à une variation proportionnelle des tensions sociales et donc des risques d'émeutes.

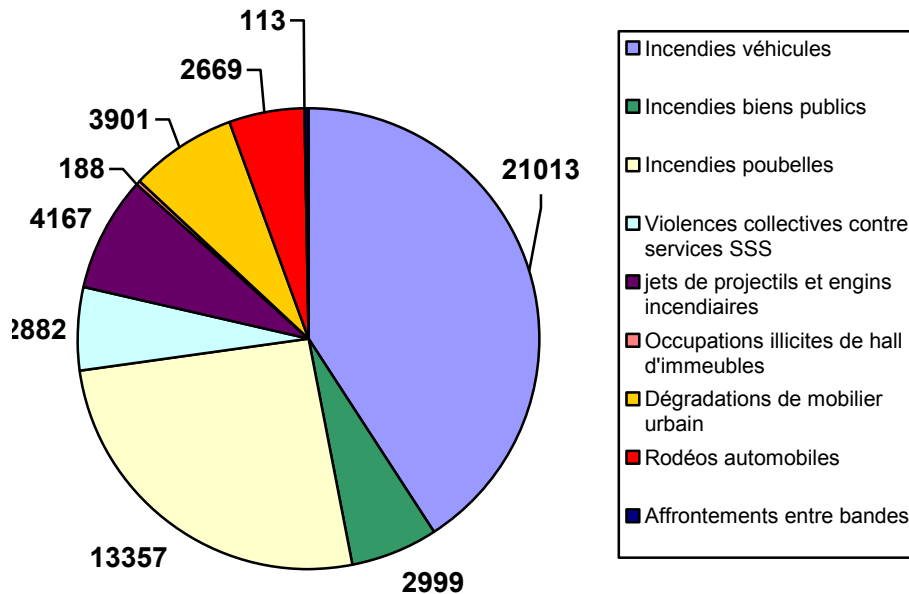
---

<sup>9</sup> Bureau national de Coordination de Lutte contre les Violences Urbaines

<sup>10</sup> Direction Générale de la Police Nationale



Figure 3. Faits enregistrés par les services de police et de gendarmerie au premier semestre 2006 sur l'ensemble du territoire national français



Ce qui ressort ouvertement de ces classifications successives, c'est le caractère arbitraire de l'appréhension des violences urbaines par les autorités publiques et gouvernementales. Comme le souligne Dufresne (2007, p128) : « *La boucle est bouclée. Des faits font des chiffres; les chiffres, les rapports; et les rapports, une nouvelle pensée policière* ». Rappelons que cette approche quantitative des variations de la criminalité est loin d'être propre à la France. En effet, de nombreux pays conçoivent les services policiers au travers des résultats statistiques qui vont en modeler les structures tout autant que les orientations opérationnelles. Ainsi dans les années 90, le NYPD<sup>11</sup>, avec

<sup>11</sup> New York Police Department

COMPSTAT<sup>12</sup>, fut un précurseur dans l'utilisation des outils statistiques comme support de management organisationnel. Cette philosophie quantitative de management s'est vite rependue en Amérique du Nord et à également rapidement gagné l'Europe, influençant la réorganisation de la sécurité intérieure, tout en valorisant '*la prise d'initiative et le mise en responsabilité individuelle des agents*' (Didier, 2011, p1).

L'approche de *The Economist* :

*The Economist*, comme son nom l'indique, favorise une approche économique globale à la compréhension des émeutes. En 2009 paraît un graphique rapide (les auteurs ne s'attardent ni à la littérature ni aux explications) intitulé *Global tinderbox, 2010 could be a year that sparks unrest*<sup>13</sup>. Ils utilisent les facteurs pauvreté, inégalités, faible gouvernance, manque de couverture sociale et les tensions ethniques pour dresser une carte permettant de visualiser les risques d'émeutes à travers le monde pour 2010. Ils n'utilisent pas ici de tests statistiques ou de modèle de régression mais ajoutent simplement les facteurs de manière cumulative pour obtenir une vision globale estimatoire. La figure 4 indique les résultats ainsi obtenus et on peut noter par exemple que l'évaluation des pays du printemps Arabe de 2011 semble y être largement sous-estimée.

---

<sup>12</sup> COMPuTer STATistics ou COMParative STATistics

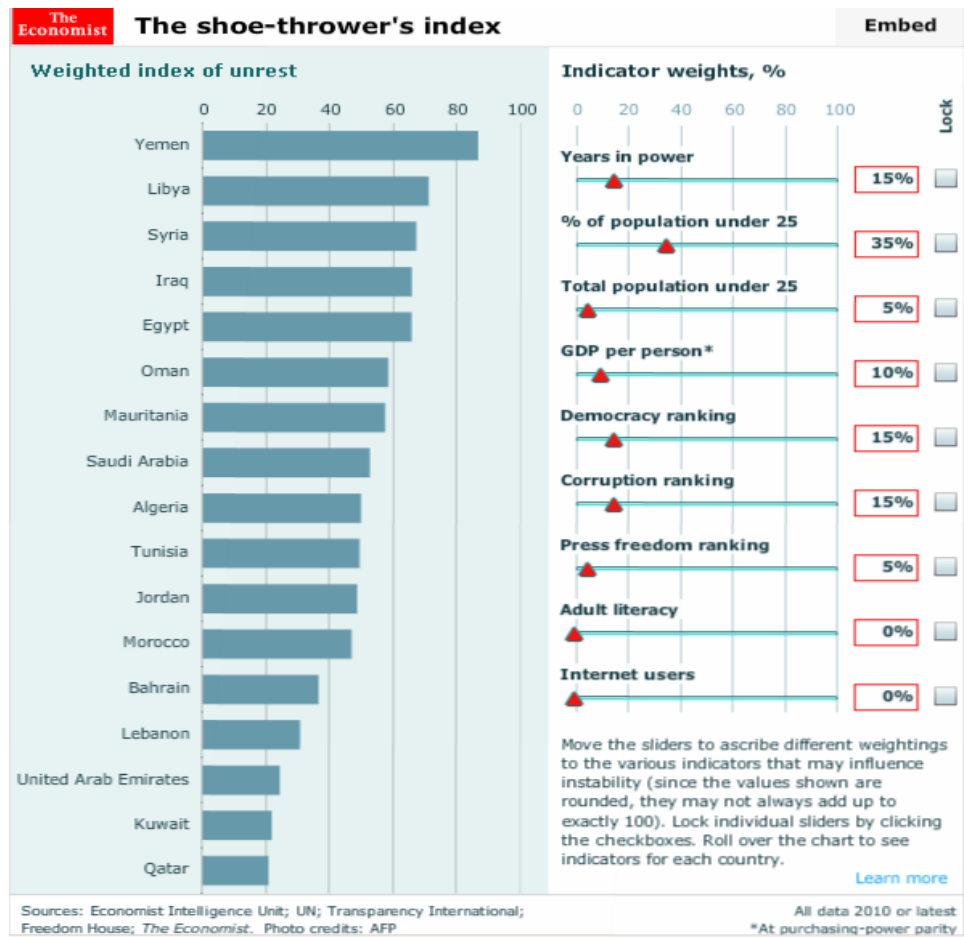
<sup>13</sup> <http://www.economist.com/node/15098974>

Figure 4. Risk of social unrest in 2010 - Global Interbox (source: The Economist)



Début 2011, suite aux événements du Printemps Arabe, *The Economist* revisite sa copie et crée un outil qu'il nomme le *Shoe thrower's index*. La figure 5 présente cet index interactif qui permet, en faisant varier le poids des variables, de modifier le classement des pays par les risques d'émeutes. Comment l'utiliser empiriquement reste cependant une nouvelle énigme et les auteurs n'ont apporté aucune précision méthodologique à ce sujet. En effet, l'utilisation des variables mentionnées semble se faire au bon vouloir du lecteur. Cet outil apparaît donc plus comme une attraction visuelle ou vous pouvez, comme bon vous semble, faire glisser les différents curseurs pour faire varier le poids des variables. Il n'est pas ici nécessaire de respecter une logique particulière, juste à faire glisser les curseurs correspondants aux variables. Il a tout de même le mérite d'être agréable à utiliser.

Figure 5. Shoe thrower's index (Source : The Economist)

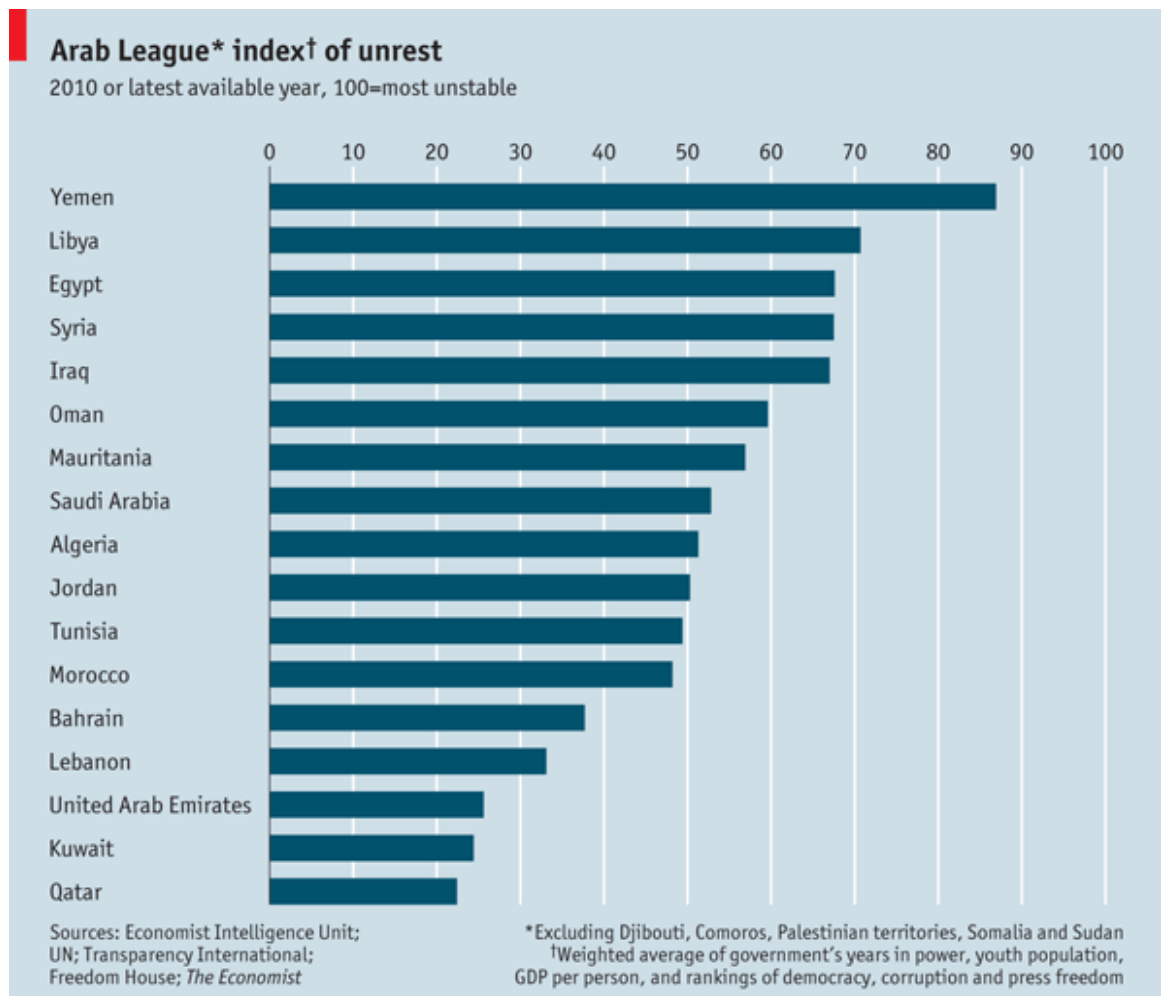


La figure 6 représente le résultat graphique obtenu en suivant les choix aléatoires de *The Economist*. Pour obtenir ce classement, le pourcentage de la population de moins de 25 ans a un poids de 35%, le nombre d'années passées au pouvoir du dirigeant, ainsi que le niveau de corruption et le degré de démocratie sont tous les trois de 15%, le PIB<sup>14</sup> *per capita* à une importance de 10%, et enfin, l'index de censure et le nombre réel de personne de moins de 25 ans sont tout deux de 5%. Le choix du poids des

<sup>14</sup> Produit Intérieur Brut

variables reste malheureusement flou, et ce malgré la vidéo<sup>15</sup> explicative qui doit permettre de comprendre la démarche.

Figure 6. Arab League Index of Unrest



<sup>15</sup> [http://www.economist.com/blogs/multimedia/2011/02/unrest\\_arab\\_world](http://www.economist.com/blogs/multimedia/2011/02/unrest_arab_world)

### **1.3 Facteur d'émergence par matrice PEST<sup>16</sup>**

Pour Brodeur et coll. (2008), les instruments de prévisibilité des violences urbaines doivent reposer sur un réseau de capteurs diversifiés. Nous proposons donc d'étendre cette remarque à l'ensemble des violences collectives de type émeute et d'en répertorier les principales caractéristiques.

Pour une argumentation structurée nous proposons de recenser l'ensemble des facteurs influençant l'émergence des émeutes à travers le monde en utilisant une approche matricielle de type PEST. Cet outil de management stratégique agit comme un cadre permettant d'inventorier les facteurs macro-environnementaux ayant un impact sur les émeutes. La matrice est également utilisée par les gestionnaires en sécurité dans l'analyse de risques au niveau macroscopique. Elle couvre les éléments Politiques, Économiques, Sociaux, et Technologiques. Différentes version existent, comme la matrice PESTEL, distinguant les facteurs Environnementaux et Légaux, ou encore STEEPLED, distinguant quant à elle les facteurs Éthiques et Démographiques. Ces modèles sont des déclinaisons du model de base et, par extension et extrapolation, les sous versions sont déjà traitées dans la version PEST initial.

---

<sup>16</sup> Politique, Économie, Social, Technologie

## 1.3.1 Sphère politique

### 1.3.1.1 Contexte

*«Maintenir l'ordre, contenir la contestation : l'affaire remonte à loin, c'est une affaire d'État au sens propre. Le pouvoir, qu'il soit monarchique ou républicain, démocrate ou autocrate, a une constance : il se réserve le monopole de la violence».* Avec ces quelques mots Dufresne (2007, p67) résume la relation unilatérale de la violence dans un pays, où force doit rester à la loi. Le seul facteur qui qualifie la violence dans le temps est l'Histoire, celle de ceux qui ont pu imposer leur vision des faits<sup>17</sup>.

Lorsque Koff (2009) parle des émeutes de banlieues, il souligne que l'exclusion socio-économique et le refus d'identification culturelle sont insuffisants pour expliquer les émeutes. Les protestations violentes résulteraient du pouvoir, ou plutôt du manque de pouvoir des banlieues qui ne peut apparaître sans un caractère avéré de domination de l'État. Bertho (2009, p45) abonde dans le même sens en soulignant que *«la racine de l'émeute est bien dans ce que la politique ne dit pas, ne voit pas, refuse de nommer et de voir»*. Là où Lapeyronie (2006) considère l'émeute comme une action collective ayant une signification politique portée par une solidarité émotionnelle et morale non dénuée d'efficacité, Roché (2006) est plus réticent à attribuer un caractère politique aux actions

---

<sup>17</sup> Notons pour exemple l'infamie du bombardement japonais sur la base navale américaine de Pearl Harbour le 7 décembre 1941 (en représailles de l'embargo sur le pétrole imposé par les États-Unis) occasionnant 2403 morts dont 68 civils et 1178 blessés, et le geste qui a permis de sauver de nombreuses vies américaines en mettant fin à la guerre avec le Japon, à savoir les bombardements salvateurs des villes de Hiroshima et Nagasaki les 6 et 9 août 1945 tuant plus de 200000 civils.

collectives violentes criminalisées, traduisant plutôt la frustration sociale et l'impuissance des acteurs, sans jamais en dénier l'illégalité. Pour Bertho (2009, p232), *«l'émeute n'est pas une politique. Elle est le signe criant de son absence. Elle est un désir désespéré de politique, un désir désespéré de mots communs»*.

Pour Bleich et coll. (2010), l'État est une institution qui possède une multitude d'outils pour répondre aux acteurs violents. On peut retrouver dans ces moyens la police, l'aide sociale, la justice, la sympathie, la condamnation, (...). Pour les auteurs, la réponse de l'État à une émeute raciale dépendrait à la fois du contrôle social et des intérêts électoraux, les deux ne devant pas être dissociés pour obtenir une meilleure réponse. Ceci impliquerait donc que l'État doit répondre efficacement, avec ses propres moyens, à une situation qu'il aurait largement contribué à engendrer. Rea (2007) avait déjà fait le lien (et d'autres avant) entre la politique sociale de l'État et la résurgence des conflits de types émeutes ou violences urbaines. Pour l'auteur, la pacification urbaine passe inmanquablement par un compromis social-sécuritaire. Ce dernier constate cependant que la littérature sur la France souligne l'extension du filet pénal pendant que le filet social, celui de la solidarité de l'État providence, tendrait à s'affaiblir. La tendance grandissante au tout sécuritaire serait donc un facteur prédisposant des émeutes de l'automne 2005. Cet aspect est également constaté par Silverstein et Tetreault (2005) qui notent un désistement progressif, mais très marqué, des institutions gouvernementales françaises et la baisse des budgets relatifs au domaine socio-communautaire. Cloward et Piven (1971) ont développé une thèse percutante et innovante sur les émeutes raciales américaines des années 60. Ils ont ainsi établi le lien entre l'augmentation des aides



sociales publiques dans les villes du Nord et la variation des émeutes dans les quartiers pauvres. Ils qualifient d'ailleurs ce procédé de moyen de contrôle du pauvre.

Le rôle central que joue le gouvernement en tant que garant des libertés individuelles et collectives, l'est d'autant plus pendant une émeute alors qu'il sera passé au crible et que chaque déclaration pourra être utilisée pour apaiser aussi bien que pour envenimer la situation (Garcin-Marrou, 2007; Silverstein et Tétreault, 2005; Schneider, 2008). Ici, le type de régime politique d'un État prédirait la forme de répression privilégiée et la manière que les mouvements sociaux adoptent pour répondre à cette forme de répression, incluant donc potentiellement l'escalade de la violence (Rasler, 1996). Il serait proportionnellement plus probable de voir éclater des émeutes dans un mouvement social planifié, comme une manifestation, en fonction du facteur démocratique (Wilkinson, 2009). En effet, il est établi que moins une société est démocratique, moins elle autorisera les critiques publiques et les débordements en opposant des mesures coercitives très sévères, voir radicales.

### **1.3.1.2 La Police**

Si *«le maintien de l'ordre est probablement une des applications les plus fines de ce que l'on appelle le rapport de force»* (Dufresne, 2007, p79), l'importance de l'utilisation et de la professionnalisation des services de police pour prévenir les troubles

afin de ne pas avoir à les réprimer<sup>18</sup> sont des vecteurs directs qui vont conditionner en grande partie l'émergence de la violence. Dans la littérature, les polices sur le modèle continental font l'objet de critiques exacerbées, car au travers de sa police, c'est l'État qui est jugé (Brewer, 1996; Della Porta, 1998; King, 2004; DeLint, 2004; McPhail et McCarthy, 2005; Kokoreff, 2006; Dufresne, 2007; Piednoir, 2008). Les polices basées sur le modèle anglais de Peel sont quant à elles beaucoup plus ouvertes à la critiques et ont souvent recours aux observations extérieures qui vont en modeler l'opérationnalité et les fondements, par le biais des critiques qui leurs sont faites.

Au sein d'un mouvement social, la réponse policière et les moyens engagés par ces derniers seraient des facteurs qui conditionneraient l'apparition d'une émeute (Lichbach, 1987). Pour éviter d'avoir recours aux armes mortelles, comme dans la France<sup>19</sup> du 19<sup>e</sup> où le maintien de l'ordre se pratiquait au son des canons et au fil des baïonnettes, les services de police modernes ont évolué vers l'usage, le développement et la maîtrise d'armes non-létales et de technologies proactives (Wright, 1998; Fernandez, 2005; Dufresne, 2007). Cette évolution dans la manière de contrôler les foules dans les pays industrialisés doit à la fois permettre de démocratiser les mouvements sociaux en montrant que l'État est capable d'accepter la critique, et également d'éviter que des conséquences tragiques deviennent un facteur de mobilisation et de contagion qui risqueraient d'amplifier largement un phénomène collectif, et dont les conséquences pourraient être lourdes pour les gouvernements concernés.

---

<sup>18</sup>Principe fondamental du maintien de l'ordre en France.

Certains auteurs démontrent également l'importance du travail policier effectué les jours, les semaines, voire les mois, avant un évènement majeur laissant supposer des débordements, dans la recherche de terrains propices, la sécurisation des lieux, la surveillance des personnes ciblées et des revendications faites par les groupes dits 'à risques' (Fernandez, 2005).

La France a fait du maintien de l'ordre en unité constituée une discipline pleine et entière suite aux évènements de mai 1968, et est devenue une référence mondiale en la matière (Brunetaux, 1993, Dufresne, 2007). Cette spécificité fait très généralement défaut en Amérique du Nord. Ainsi, suite au sommet de Seattle en 1999, quatre des sept plus hauts fonctionnaires du service de police de la ville ont dû remettre leur démission suite aux nombreuses erreurs commises et à leurs conséquences (De Amond, 2001). Concernant l'émergence potentielle de la violence dans une manifestation, Franck (1984) identifie cinq facteurs principaux qui sont le niveau d'organisation de la manifestation, les objectifs de groupes manifestants, le mode d'action de ces groupes, leurs statuts dans la société, et enfin la réaction des forces de l'ordre. De Lint (2004) s'intéresse principalement à ce dernier facteur et avance certains points opérationnels fondamentaux qui vont conditionner en grande partie l'issue des mouvements sociaux. Il prône justement l'importance des communications pré et post-évènements, la gradation de la force, un apprentissage pertinent des services policiers, une adaptation de la culture

---

<sup>19</sup> Ou encore aujourd'hui dans des pays en voie de développement.

organisationnelle de la police, une coordination éprouvée des différents services impliqués et enfin une transparence totale.

Une étude quantitative récente (Rafail, 2010), par le biais de régressions logistiques, visant à analyser les méthodes policières employées dans 1152 manifestations au Canada, dans les villes de Vancouver, Toronto et Montréal, entre 1998 et 2004, vient soutenir l'argumentation de la partialité des services de police canadiens, et démontre que le SPVM<sup>20</sup> est le plus susceptible (deux fois plus que celui de Toronto, et cinq fois plus que celui de Vancouver) de procéder à des arrestations arbitraires de masse, et ce, sans qu'il n'y ait nécessairement de poursuites pénales. La tendance des services de police canadiens à effectuer des arrestations arbitraires de masse expliquerait pourquoi seulement 4% des quelques 1200 personnes arrêtées lors du G20 de Toronto en 2010 ont fait l'objet de poursuites judiciaires. Dupuis-Déri (2006 et 2010) affirme que les violences policières lors de certaines manifestations sont la résultante unique de l'étiquetage des groupes marginaux par les services de police. Ainsi, les taux d'arrestation et les mesures prises par le SPVM lors des manifestations contre la brutalité policière, seraient uniquement dus au fait que les groupes de jeunes y participant sont étiquetés comme *anarchistes* et aucunement à cause des gestes posés par ces derniers. D'autres auteurs viennent largement soutenir l'idée que les groupes radicaux de gauche sont l'objet d'une diabolisation orchestrée par les pouvoirs politiques et les médias de masse (Donson et coll., 2004; Ferreira Freitas, 2007) permettant de les discréditer, de les

---

<sup>20</sup> Service de Police de la Ville de Montréal

amalgamer, et ultimement de justifier l'adoption de mesures coercitives exceptionnelles. Inquiet des modes opératoires et tactiques employées par les services de police canadiens dans le cadre des manifestations, le Comité des Droits de l'Homme de l'ONU<sup>21</sup>, dans son rapport final<sup>22</sup>, pointe les méthodes de contrôle de foule de ces derniers, et spécifiquement le SPVM envers lequel il demande une enquête publique qui n'a, aujourd'hui, jamais eut lieu.

Récemment l'escouade GAMMA<sup>23</sup> a été créée par le SPVM et dépend directement de la Division du crime organisé. Cette unité est spécialisée dans la surveillance des groupes politiques d'extrême gauche et des mouvements étudiants. Récemment, l'ASSE<sup>24</sup> a décidé de porter plainte à la Commission des droits de la personne car l'essence même de l'escouade enfreindrait l'article 10 de la Charte Québécoise des Droits et Libertés qui protège contre la discrimination basée sur les convictions politiques. Selon certains auteurs, comme Starr et coll. (2008), les mesures de surveillance des autorités, facilitées par les technologies et la passivité populaire, sont des menaces alarmantes pour les mobilisations et l'organisation des mouvements sociaux. Selon leurs constatations, la première conséquence des mesures de surveillance, outre la stigmatisation, est le fait de forcer les groupes surveillés à la clandestinité. Notons que six mois après la création de cette escouade, aucune documentation officielle n'est accessible au public, que ce soit sur sa composition, sa mission ou ses objectifs.

---

<sup>21</sup> Organisation des Nations Unies

<sup>22</sup> Rapport CCPR/C/CAN/CO/5 en date du 20 avril 2006.

<sup>23</sup> Guet des Activités et des Mouvements Marginaux Anarchistes

<sup>24</sup> Association pour une Solidarité Syndicale Étudiante

La manière dont les services de police abordent directement ou indirectement ces évènements sociaux avec leurs policiers est également primordiale dans leur conditionnement. Notons, pour exemple l'annonce publique du FBI<sup>25</sup> en préparation du sommet de Seattle en 1999 qui prédit une généralisation de la violence lors des manifestations; les briefings faits aux policiers par les agents fédéraux pour dire que les manifestants les attaqueraient avec des armes et que l'on pouvait s'attendre à des blessés et des morts parmi les policiers (De Amond, 2001). Ces annonces ont eu pour conséquences directes le non-respect des consignes et des ordres, et donc la prise d'initiatives malheureuses en matière de charges sur des manifestants, même pacifiques, et provoquant ainsi une escalade de la violence, plutôt qu'une désescalade. Également, lors du sommet du G-8 à Gênes, des dirigeants des forces de l'ordre iront jusqu'à nier, injustement, la légalité des manifestations, et annoncer aux policiers de manière répétée que les manifestants allaient les attaquer avec des pistolets chargés de sang contaminé et de billes d'acide, sans oublier la fausse annonce de la mort d'un carabinier (Della Porta et Reiter, 2006).

## **1.3.2 Sphère économique**

### **1.3.2.1 Économie locale**

Les richesses d'un pays et leurs distributions se retrouvent souvent au centre de la dynamique émeutière. Notons ainsi les émeutes de 2008 en Guinée suite aux coupures

---

<sup>25</sup> Federal Bureau of Investigation

électriques, mais également au Pakistan, ou au Sénégal. La précarité économique d'un pays ne peut favoriser le développement technologique de ce dernier. Pour conséquences, les pannes électriques des réseaux vétustes enraillent à la fois la vie sociale et également la vie professionnelle des citoyens, provoquant une baisse significative de leurs revenus et donc une colère grandissante.

Bertho (2009, p127) souligne également ce qu'il appelle la problématique du «*partage social de la rente financière*», où, comme au Pérou en 2008 avec la question des royalties minières, les décideurs n'incorporent pas les salariés dans la gestion du retour des bénéfices.

Dans son étude sur l'Inde, Justino (2005) montre de manière empirique l'importance, à moyen terme, des politiques de redistribution comme outil de contrôle des émeutes, car elles affectent directement les causes des conflits sociaux. Dans un même ordre d'idées, Olzak et Shanahan (1996) reprennent et approfondissent les travaux de Spilerman (1971) sur les caractéristiques des communautés et les émeutes à caractère racial aux États-Unis. Elles établissent ainsi que la pauvreté des communautés Noires, et les disparités raciales dans les revenus et l'éducation ont une légère influence sur les émeutes. En revanche, la variation des opportunités d'emploi pour les minorités visibles a une forte influence sur ces émeutes à caractère racial.

### 1.3.2.2 Économie globale

Lorsque l'on parle de raison économique globale dans les émeutes, le premier exemple qui vient à l'esprit est celui des émeutes dites '*de la faim*' ou '*contre la vie chère*' qui sont principalement apparues au courant du milieu de l'année 2008 en Afrique, en Amérique Centrale et en Asie, en écho à celles de 2006. À la différence que cette fois des départements français d'outre-mer (Guyane, Guadeloupe, Martinique, puis Réunion) entrent en résonance et participent à des émeutes. Or, comme le souligne Bertho (2009, p124), *«cette mobilisation à dimension émeutière [...] ne surgit pas n'importe quand. Elle survient dans la dernière année de folie spéculative du capitalisme financier. Elle ne surgit pas non plus n'importe comment : C'est sur une base territoriale que se construit la revendication»*. Il y aurait donc un lien entre l'apparition des émeutes et les fluctuations des marchés qui ne sont clairement pas à l'avantage des plus pauvres. Pour étayer cette hypothèse prometteuse, il serait intéressant d'établir une étude quantitative par des séries chronologiques mettant en corrélation les émeutes et les fluctuations importantes des marchés.

Bellemare (2011) pousse le raisonnement plus en avant en analysant par le biais de corrélations et d'analyses statistiques, la relation entre la variation des prix de la nourriture et l'émergence des émeutes dans les pays concernés. En contrôlant les variables climatologiques qui pourraient expliquer les variations, l'auteur montre qu'il existe bien une relation entre les deux facteurs. Pour Bellemare, la clef se trouve dans le développement des infrastructures agricoles plutôt que sur les accords entre les pays. En



effet, là où les prix des importations dépendent directement des caractéristiques des marchés extérieurs, l'auto-production agricole d'un pays repose en grande partie sur la volonté et le contrôle de l'État concerné, limitant ainsi les intervenants extérieurs.

Hsieh (2009) met, quant-à elle, en relation les programmes d'aides financières de la Banque Mondiale et l'émergence d'émeutes en se demandant s'il existe un lien de causalité entre les deux. L'hypothèse de départ, très pertinente, se résume dans le fait que lorsque la Banque Mondiale accorde un prêt, elle exige en retour des garanties financières du pays qui se traduisent généralement par des mesures économiques restrictives, sources de tensions sociales par l'impact sur la qualité de vie des citoyens. On a pu, par exemple, le constater dernièrement en Grèce en 2010 et 2011, lorsqu'un plan d'austérité a été voté pour satisfaire à la demande de la Banque Mondiale et de l'Union Européenne.

### **1.3.3 Sphère sociale**

D'un point de vue général, le contexte social peut représenter à lui seul un levier motivationnel pouvant déclencher des émeutes. En relation avec les richesses d'un pays, certains auteurs (Todd & Courbage, 2007) ont mis de l'avant l'importance du facteur d'alphabétisation qui, supposant l'accès au savoir, pourrait être relié au seuil d'acceptation de la misère et donc de la frustration relative pouvant être ressentie dans le cadre de soulèvements de masse. La baisse du taux de fécondité y est également perçue comme en indice de modernisation. Ainsi, un grand nombre de facteurs socio-économiques peuvent influencer un contexte particulier ou général, que ce soit de

manière autonome ou, le plus souvent, en interaction avec d'autres facteurs, constituant un contexte favorable au déclenchement d'une émeute. Dans le cas des émeutes raciales ou religieuses, qu'elles soient inter-groupales ou dirigées contre l'État (et plus généralement la police), les facteurs d'intégration des minorités, que ce soit sur le plan social, économique et/ou politique, sont généralement avancés dans la littérature, sans omettre les aspects discriminatoires ressentis, tel le profilage racial ou religieux par exemple.

Lapeyronie (2006) propose une analyse des émeutes qui cherche à considérer de manière systématique la parole des émeutiers. Sans voir l'émeute comme étant irrationnelle ou déviante, il la considère plutôt dans sa logique propre, comme répertoire d'action politique, pour la rapporter à *l'économie morale des quartiers populaires* et en saisir les formes de rationalité, tant émotionnelle qu'instrumentale. Mohammed et Muchielli (2006) reconnaissent l'importance des relations police-communautés car elles cristallisent les tensions sociales, symboliques et politiques. Les approches préconisées par les autorités publiques dans les modes opératoires des services de police revêtent donc un aspect particulier dans la compréhension de l'escalade des tensions pouvant découler en soulèvements et en émeutes dans les quartiers populaires. Pour les auteurs (p66), *«l'émeute [dans les zones urbaines sensibles] n'est pas un prétexte, encore moins une manipulation, mais un révélateur et un libérateur de conflits et de tensions qui s'accumulent au quotidien dans ces quartiers, en particulier dans les relations avec la police»*. Là où les pouvoirs politiques et judiciaires sont extrêmement retissant à blâmer et condamner la police pour leurs expéditions punitives, illégitimes et improductives

contre les mauvaises personnes, le contexte perçu entraîne une perte de confiance de la population, même non délinquante. Ce creuset de contestations, s'il ne justifie pas les émeutes, est loin de pouvoir les décourager. Ossman et Terrio (2006) abondent dans le même sens en soulignant à la fois la superposition des zones dangereuses en France et de l'immigration, tout autant que la gestion de plus en plus stricte par l'adaptation des pouvoirs des policiers et de la justice pour pouvoir réprimer plus fermement les auteurs issus des banlieues. Les délinquants issus des différents processus d'immigration sont liés à ce qui est identifié comme une culture de la pauvreté, ou ce que Salas (1995) appellerait la délinquance de l'exclusion. En effet, la France a toujours stigmatisé les banlieues en les considérant comme des espaces de violence. Rappelons que le mot banlieue signifie être *au ban* de la société. Cette vision, qu'elle soit volontaire ou simplement facilitante, fût soutenue en grande partie par l'approche colonialiste reconnue de la France dans son traitement de l'immigration.

Lagrange (2008) s'attarde à comprendre quantitativement les émeutes françaises de 2005. Par le biais de régressions linéaires, il arrive à la construction d'un modèle de prédiction des émeutes fiable. En utilisant comme variable dépendante le nombre de jours d'émeutes, il identifie ainsi différents risques favorisant l'émergence d'émeutes. Tout d'abord, il note l'importance du fort contraste entre les quartiers sociaux et le reste de la ville. Viennent ensuite la forte proportion de jeunes et la présence significative de familles nombreuses, le taux de chômage des aînés qui fonctionne comme un contre-modèle (renfort de l'injustice et de la fatalité). Enfin, il fait ressortir l'importance des

politiques de l'aménagement urbain et la forte restructuration des habitations HLM<sup>26</sup> (familles relocalisées de force).

Koff (2009) avance que la clef de l'intégration sociale ne réside pas dans l'abolition du conflit, mais bien dans son incorporation dans les structures politiques formelles qui gouvernent le pays. L'auteur s'attarde en effet à comparer les mouvements sociaux des minorités visibles en France et aux États-Unis et constate que les capacités de pouvoir s'unir, en groupes formels et reconnus, permettent d'exposer librement ses revendications et ainsi d'être reconnu et écouté dans la société. Par exemple, le fait de considérer les appartenances ethniques dans le traitement des problématiques sociales est un aspect difficilement abordable en France, sous le prétexte utopique que chaque citoyen est identique dans la République. Schneider (2008) va plus loin en affirmant que c'est le déni des divisions ethniques qui enrage les jeunes qui font face à la discrimination de façon quotidienne. Même si la possibilité d'établir de données quantitatives sociales sur les ethnies composant le peuple français est une question récurrente, comme on le fait aux États-Unis ou au Canada, elle n'est pour l'instant pas appliquée en France. Ce manque devient une problématique particulière pour qui s'intéresse à ces questions de société. Le fait de ne pas reconnaître les différences peut se retrouver aux travers des données quantitatives sur les différents pays. Ainsi, la France, connu pour son flot migratoire légal et illégal, obtient un taux dit de fractionnalisation ethnique<sup>27</sup> exceptionnellement

---

<sup>26</sup> Habitations à Loyer Modéré

<sup>27</sup> Selon l'indice établi par Alesina et coll., 2003, dans des recherches sur l'hétérogénéité des populations à travers le monde.

bas, équivalent à celui d'Haïti à 0,10, ce qui peut compliquer les comparaisons quantitatives.

À l'image d'Ossman et Terrio (2006) on est donc en droit de se demander comment résoudre les problématiques d'intégration si l'on refuse de considérer la substance même de la différence ethnique? L'idéalisme identitaire, motivé peut-être par la peur de l'Histoire, trouve sans doute ses limites dans la réalité objective et la volonté de palier des problématiques que l'on refuse de reconnaître.

Sur le volet désorganisation sociale, si l'on s'attarde un instant sur les travaux de Shaw et McKay (1942), on peut alors considérer la mobilité résidentielle comme un des prédicteurs potentiels de la criminalité dans sa globalité. Bertho (2009) abonde dans le même sens en soulignant le fait que l'enjeu de la mobilité urbaine, déclencheur d'émeutes, est présent dans les modes opératoires eux-mêmes. Cependant, pour ce dernier c'est souvent la volonté de ne pas être déplacé qui incite les belligérants à confronter les autorités, voir d'établir des barricades physiques qui deviennent un symbole de territorialisation tout autant qu'un outil de défense. Lagrange (2006), dans son étude sur les émeutes de 2005 en France, trouve quant-à lui une forte corrélation entre la localisation des émeutes et des conventions de l'Agence Nationale de Rénovation Urbaine qui visent de grands réaménagements des zones résidentielles, donnant des moyens considérables aux bailleurs et aux communes. Cet aspect de la problématique de la politique de gestion de l'urbanisme des banlieues est mis en avant également par Ossman et Terrio (2006) qui, couplé au contexte économique, ont entraîné une

paupérisation de ces zones devenues regroupement de minorités ethniques. Pour limiter la mobilité résidentielle intentionnelle, Patsias (2007) montre comment les comités de citoyens dans les communautés, ayant pour but de s'intéresser aux incivilités commises dans leurs quartiers à forte immigration, permettent d'alerter les pouvoirs publics pour éviter les comportements de rétraction (repli sur soi) ou de défection (déménagement et abandon par ceux qui le peuvent). Boucher (2007) abonde dans le même sens en soulignant l'importance de favoriser la régulation sociale plutôt que le contrôle social en passant par l'intégration, la participation et l'autonomie.

Comment enfin parler du social sans traiter les émeutes étudiantes. On peut facilement les aborder par les facteurs économiques ou politiques, tant la diversité des opinions abordées et revendiquées est large. De la Chine à la France, en passant par l'Angleterre, le Venezuela, le Kenya et tant d'autres, Bertho (2009, p148) souligne que *«la colère étudiante n'a pas de frontière»*. Les lieux d'enseignements sont les symboles de l'investissement des sociétés et des États dans leur avenir. C'est donc dans ces lieux que se côtoient jeunesse et espoir, au rythme des projets d'avenir assombris par les remaniements et les coupures budgétaires, le tout dans une dynamique de quête du savoir tout autant que de soi-même. Ces jeunes voient leurs aînés aux prises avec des problématiques d'emplois et de société, dans lesquelles ils se projettent en se questionnant sur leur propre devenir.

## 1.3.4 Sphère technologique

### 1.3.4.1 Médias

Pour Wisler et Giugni (1999), les médias joueraient un rôle central dans la contagion et la convergence au sein des émeutes et des mouvements sociaux. La place qu'occupent les médias dans la propagation des émeutes est définitivement centrale et ne date pas d'aujourd'hui. Ainsi, Singer (1970) définit le rôle des médias de masse<sup>28</sup> comme principal catalyseur des émeutes de Détroit de 1967, permettant la contagion par l'information en temps réel des émeutiers potentiels sur les lieux et les moyens permettant la mobilisation, et également en éparpillant progressivement la nouvelle aux quartiers et villes avoisinantes (*who's next?*). Les médias vont être les vecteurs de la divulgation d'une information établie sur leurs propres choix des sources (Snow et coll., 2007), de la surreprésentation de la violence (Ferreira Freitas, 2007), du maintien de la diffusion (Brodeur et coll., 2008), ou encore de la stigmatisation des participants (Boucher, 2007 ; Garcin-Marrou, 2007 ; Donson et coll., 2004). De plus, les erreurs d'interprétation des médias peuvent être dommageables car elles peuvent conforter les émeutiers dans leurs actions violentes, comme cela a pu être observé à Seattle en 1999.

Les médias, outil souvent politisé, joueraient le rôle de support dans le développement par les consommateurs d'imageries mentales et de projection relativement aux groupes marginalisés. Ainsi, Cohen (1972) identifie trois éléments centraux des

---

<sup>28</sup>Uniquement la télévision et la radio à l'époque.

médias dans ce contexte, à savoir (a) l'exagération du phénomène, (b) la prédiction pessimiste et alarmiste, et (c) la symbolisation du groupe marginalisé. Donson et Coll. (2004) soulignent la flagrante prédisposition des médias à (a) transformer les groupes marginaux en '*Folk Devils*' (expression reprise de Cohen), (b) à concevoir et justifier une panique morale généralisée qui va servir de carcan justificatif à toutes les mesures prises par les politiques et les services de police, qu'elles soient légales ou non, et enfin (c) d'obtenir l'approbation sociale nécessaire à l'application de mesures coercitives. Ainsi, les médias reproduisent les convictions des services de police anticipant publiquement des actions violentes généralisées et des actes criminels dans le cadre de manifestations, le tout amplifié par les politiciens (Donson et coll., 2004). Della Porta (2008) remarque justement que les sommets qui ont suivi Seattle ont été couverts par les médias plus pour relater les actions des émeutiers que pour traiter des programmes officiels des sommets. Il est également remarqué la propension des médias à vouloir absolument transmettre une information sensationnaliste, et généralement alarmiste, sans nécessairement en vérifier la véracité, quitte à devoir apporter des modifications ou ajustements par la suite. Ainsi, à Seattle en 1999, les médias annoncent que les Blacks-Blocs ont obligé, par leurs actions, les forces de police à faire usage de moyens coercitifs de masse, alors qu'il a été démontré par la suite que les Blacks Blocs n'ont commencé leurs actes de vandalisme que des heures après les premières charges policières (De Amond, 2001). De nombreux faits similaires ont été constatés en Europe (Della Porta, 2004 et 2008), et en Amérique du Nord (Wisler et Giugni, 1999, De Lint, 2004, Donson et coll., 2004). Cette dynamique est transposable aux émeutes de masse dont les pouvoirs politiques vont tenter de



contrôler localement le message des médias dans le but de criminaliser les émeutiers et de décourager la contagion. Comme le souligne Dufresne (2007, p16), les gouvernements ont compris depuis longtemps l'importance «*du rôle des médias et de la bataille de la com'*». Plus important, suite à un évènement grave et potentiellement rassembleur, l'absence de communication des autorités, tout autant qu'une communication maladroite ou malhonnête, a tendance à radicaliser les tensions, se transformant en levier émotionnel supplémentaire (Roché, 2006).

Enfin, le type de média revêt une importance non négligeable dans la perception des consommateurs et la dissémination de l'information. En cela, les images visuelles ont le potentiel d'enflammer les passions plus que les écrits ou les messages audibles car '*voir, c'est croire*' (Wilkinson, 2009). Le concept de '*journalisme citoyen*' (Greer & McLaughlin, 2010) consacre ce nouveau phénomène rendu possible par la miniaturisation des technologies et le support du Web 2.0. En effet, de plus en plus de personnes sont munies de dispositifs permettant de prendre des photos ou des vidéos et de la diffuser immédiatement via internet. Pour ce qui est des émeutes dans les pays ayant un régime plus autoritaire, voire totalitaire, il n'est pas rare de constater les tentatives des gouvernements de contrôler et/ou de couper ces moyens de communications dans le but de minimiser la contagion par l'information. La conséquence la plus directe est le fait que le monopole de diffusion de l'information ne revient plus aux seuls services de police ou aux médias de masse. Ainsi, ces derniers doivent, de plus en plus, tenir compte des informations retransmises par les citoyens sous peine de perdre de la crédibilité en cas de partialité flagrante. On a ainsi vu des médias être dans l'obligation de modifier leurs

nouvelles pour refléter une réalité plus proche du matériel ‘journalistique’ produit par les manifestants, ou pire, comme au G20 de 2009 de Londres, suite aux interdictions de travailler des journalistes sur site des manifestations<sup>29</sup>, ces derniers n’ont utilisé (en représailles?) que les supports audio-visuels des manifestants, lesquels ont jeté un sérieux discrédit sur les services de police. Ce nouveau facteur pourrait donc modifier considérablement l’avenir des relations entre les acteurs des mouvements sociaux en devenant une source additionnelle d’information en temps réel, pouvant confirmer ou contredire les versions officielles.

#### **1.3.4.2 Réseaux sociaux**

De toujours, il est admis que le renseignement est le nerf de la guerre. Della Porta (2008) souligne que les nouvelles technologies, notamment Internet, ont réduit considérablement les coûts de communication tout en accélérant la transmission de l’information, en permettant ainsi aux idées et projets de voyager rapidement à l’échelle mondiale. Bertho (2009, p62) appuie cet aspect en soulignant que «*le Net devient une dimension quasi naturelle de l’émeute*», ou les vidéos, les articles, les blogues et autres servent de support à la transmission de l’information, à l’organisation et à la justification.

Les Réseaux sociaux ne sont pas l’apanage des sociétés contemporaines mais ont ceci de différents qu’aujourd’hui leurs limites spatiales et idéologiques sont sans cesse

---

<sup>29</sup>Suite au décès du camelot Ian Tomlinson le 01 avril 2009, poussé par un policier anti-émeute.

repoussées par le biais des technologies de communication. Ainsi, les tracts manuscrits ou imprimés, la littérature philosophique sous prête-noms, et les réunions de quartiers de jadis, se sont vus remplacés et/ou supportés par la force de divulgation et de rassemblement d'internet et du Web 2.0. Le processus de participation à un mouvement social requiert la construction de communautés dans lesquels les individus qui en adoptent les idées s'y reconnaissent égaux (Della Porta, 2004), et ce sont les nouvelles technologies de communication, qui vont permettre la construction des nœuds du réseau. Depuis sa création avant le sommet de Seattle en 1999, le site internet *Independent Media Center* est devenu le plus important dans la centralisation et la diffusion de l'information, des articles, des sites internet, des vidéos, ou encore des programmes de radio, dédiés aux mouvements sociaux, et a continué à prendre de l'importance dans sa capacité à contribuer au réseautage des différents groupes protestataires. Paradoxalement, cette centralisation vient en opposition avec les principes de structure horizontale des groupes protestataires et en conséquence les rend plus vulnérables à l'anticipation de leurs intentions et méthodes (De Amond, 2001).

Un des facteurs centraux qui mérite plus d'attention est l'importance des différents types de réseaux sociaux et des organisations qui causent directement des émeutes dans les manifestations et, de par la création d'environnements sociaux plus larges, permettent à ces émeutes de prendre place (Wilkinson, 2009). Cependant, il convient de souligner le fait que les réseaux sociaux, par lesquels l'information est transmise, ont un potentiel limité (en comparaison avec les médias de masse) aux personnes faisant partie de ces réseaux et adhérant donc déjà aux idées véhiculées (Oliver

et Myers, 1998). Les réseaux sociaux ne se caractérisent pas qu’au travers des technologies. Ainsi les forums sociaux mondiaux –Également les Forums sociaux européens, ou locaux– enregistrent des inscriptions et participations toujours grandissantes<sup>30</sup> (Della Porta, 2008) et sont le support d’échanges politiques où la *‘mondialisation par le bas’* en est le leitmotiv, et dont la compréhension des structures très dynamiques est, encore aujourd’hui, loin d’être comprise selon que l’on considère le niveau local, régional, national ou encore transnational, le courant politique, les facteurs culturels, ou encore les moyens considérés (Della Porta & Mosca, 2010). Toutes ces caractéristiques font du pluralisme la dynamique qui caractérise le mouvement transnational antimondialisation. Ce sont ces réseaux noyautés qui font la particularité des nouveaux mouvements de protestation des groupes radicaux et les rendent d’autant plus résilients qu’il est impossible de neutraliser des leaders qui n’existent pas ou sont très facilement remplacés (De Amond, 2001, Della Porta, 2008).

Il convient ici de comprendre que les facteurs technologiques ne sont pas, tout comme les autres facteurs, uniformément répartis et accessibles à travers le monde. Généralement cette caractéristique sera proportionnelle à deux aspects distincts qui sont tout d’abord la capacité du pays à disposer de ces technologies et qui s’exprime par sa richesse, et d’autre part par sa volonté de démocratiser ces technologies de communication et qui s’exprime quant-à elle au travers du régime politique et du degré de liberté. Prenons pour exemple quatre pays qui vont permettre d’illustrer les différentes

---

<sup>30</sup>16.400 inscrits en 2001 vs. 150.000 inscrits en 2008 (*Ibid.*).

possibilités. Tout d'abord l'Islande possède à la fois une large démocratisation des technologies de communication et également un indice de liberté démocratique des plus élevés. En conséquence, il existe peu de frein à la dispersion de l'information privée et publique, favorisée par la non ingérence de l'État. Considérons maintenant l'exemple de l'Afrique du Sud. Si son degré de démocratie est semblable à celui de la France, son niveau d'utilisation des moyens de communication est lui très faible. Ainsi, les gens ont la latitude d'échanger librement mais n'en ont pas les moyens technologiques de masse. Ensuite, examinons le cas de la Russie. Si son indice de démocratie avoisine celui du Liberia ou d'Haïti, son taux d'utilisateur d'internet est respectivement 3 et 24 fois supérieur. Si les possibilités technologiques sont présentes, le contrôle par l'État et son ingérence dans les médias de masse rendent la contagion et la convergence plus difficiles, lorsque ce dernier dispose de ressources suffisantes pour le faire. Enfin, dans le cas de la Birmanie, son degré de démocratie étant proportionnel à son taux d'utilisateurs d'internet et de liberté de presse, c'est-à-dire très faible, le contexte devient non facilitant dans l'organisation de mouvements de contestation.

## **1.4 Cadre Théorique**

Dans cette recherche, nous allons aborder quantitativement les facteurs facilitateurs et la dynamique des émeutes à un niveau global, concept qui fait largement défaut dans l'ensemble de la littérature. Il est alors important ici de concevoir un cadre

théorique multi-niveaux, basé sur des approches variées aussi bien convergentes que divergentes, qui va permettre de situer deux concepts, soit les relations interpersonnelles et les contextes des pays, comme principales sources d'escalade de la violence collective. Pour cela nous proposons de concevoir l'émergence d'une émeute en trois phases principales. Il s'agit ici de concevoir l'établissement d'un contexte social propice, suivi du déclenchement de l'émeute, et enfin la propagation de l'évènement qui va en conditionner l'ampleur. Si notre cadre théorique doit permettre de son côté de comprendre la dynamique rationnelle des émeutes, les analyses qui suivront en établiront quant-à-elles les contextes prédisposant.

## **1.4.1 Les 3 phases de l'émeute**

### **1.4.1.1 Un contexte favorable**

Pour expliquer le contexte propice à une émeute, nous avons choisi de nous inspirer principalement d'un concept qui a émergé au début du 20<sup>e</sup> siècle par l'entremise de George H. Mead, pour être repris et développé par Herbert Blumer. Il s'agit ici de l'interactionnisme symbolique qui permet de concevoir les comportements individuels et sociaux comme répondant à trois principes. Premièrement, les humains interagissent avec les choses et les gens composant leur environnement en fonction du sens interprétatif que ces choses ou ces gens ont pour eux. Deuxièmement, ce sens interprétatif est directement issu des interactions que chacun a avec autrui. Enfin, ce sens interprétatif est modelé dans un processus d'interprétation individuel et propre au traitement personnel des objets

rencontrés (Blumer, 1969). Si l'interactionnisme symbolique est originellement conçu dans le but de concevoir les relations conflictuelles entre des individus à un niveau microscopique, voire même unique, est-il pour autant illégitime de considérer cette théorie comme pouvant s'appliquer à un groupe partageant une même identité et une même vision, lorsque confronté à des problématiques communes, et donc de pouvoir, de manière somme toute relative, traiter le groupe comme une entité unique.

Gould (1995), étudiant les insurrections françaises du 19<sup>e</sup> siècle, s'intéresse à la dynamique des groupes d'émeutiers et contredit l'approche marxiste systématique de la lutte des classes. Il soutient de manière intéressante l'importance de l'aspect relationnel et des interactions, tout comme nous l'avons souligné par le biais de la théorie de Blumer. Le modèle des violences collectives de Gould met en exergue deux points principaux à savoir, premièrement, la construction des groupes vindicatifs sur la base des facteurs identitaires, de réseaux, et d'intérêts, et deuxièmement, l'aspect contextuel des événements. Dans le premier point, la participation identitaire est à la fois une cause et une conséquence de l'action collective. Pour Gould, l'identité, outre le fait de définir un statut personnel, devient une normalisation des obligations dans l'orientation des actions collectives du groupe. Les réseaux quant-à eux, structurent et influencent les identités tout autant que la solidarité. Ils vont donc être le support des développements personnels et groupaux en considérant le partage des interactions personnelles. Enfin, les intérêts, qu'ils soient matériels ou immatériels, vont devenir le motivateur du groupe et, dans ce cas, des violences collectives. Il est important de souligner que ces relations ne sont pas immuables et que des facteurs externes ou personnels peuvent venir mettre fin à la

relation entre l'individu et le groupe. Si pour Gould, et dans le cas de la France du 19<sup>e</sup> siècle, les groupes se formaient principalement au travers des caractéristiques de l'urbanisation, il est important de noter que dans les pays du 21<sup>e</sup> siècle qui ont accès aux technologies de communication modernes, le web 2.0 devient un espace d'interaction où les groupes se forment au rythme du partage des idéologies, repoussant les limites des contraintes géographiques. De plus, la nécessité d'une structure organisationnelle formelle, comme l'avance Gould, devant supporter les actions collectives vindicatives de grandes ampleurs, comme la Commune, est directement remise en question par les technologies modernes de communication. Prenons pour exemple les émeutes de l'automne 2005 en France, celles du Printemps Arabe ou encore celles de l'Angleterre, toutes deux en 2011. Ces événements de résonance n'ont en effet bénéficié d'aucune structure organisationnelle formelle, mais furent bien dynamisés par l'exposition médiatique, les réseaux sociaux, et les technologies de communication. Le deuxième point que soulève Gould est l'aspect conceptuel et le rôle des événements. S'il ne semble pas s'attarder sur l'aspect des faits à long terme, l'Histoire, pour se concentrer principalement sur l'importance des événements à courts termes qui viennent frapper le collectif imaginaire plus facilement pour engager le processus de l'action collective, il nous apparaît important d'y faire référence. En effet, comment ne pas considérer que la France, dans ce cas, à adopté tout au long de son histoire, la contestation comme mode d'expression. Il est important de souligner que plus la population d'un pays adopte la contestation, voire les émeutes, pour s'exprimer, plus il sera enclin à le faire car les



barrières psychologiques de l'interdit deviennent de plus en plus faibles, autorisant l'adoption de comportements qui seraient difficilement envisageables dans un autre pays.

#### **1.4.1.2 Le basculement**

Il est intéressant de se questionner maintenant sur la zone de tolérance des émeutiers potentiels. Si nous avons déjà abordé l'aspect culturel dans la prédisposition aux émeutes, on peut se demander à quel moment un événement va se transformer en émeute? Pour comprendre cette partie de la dynamique des émeutes, on peut se tourner vers la théorie du point de bascule (Tipping point / threshold models). En sociologie, la théorie du point de bascule a été sortie de son contexte originel des sciences physiques par le politologue Morton Grodzins (1958), lorsqu'il l'utilisa pour étudier les variations des populations dans les quartiers américains dans les années 60. Il a ainsi montré le point de basculement à partir duquel les Blancs avaient tendance à quitter en masse un quartier lorsque le seuil de tolérance d'habitation par les Noirs était franchi. Cette approche a été largement reprise par le prix Nobel d'économie, Thomas Schelling (1972), dans ses travaux sur la ségrégation urbaine. Par la suite, Granovetter (1978) s'est intéressé à développer son modèle de seuil (Threshold model) dans le cadre des comportements collectifs. Il a ainsi établi que la décision de chaque personne, dans une foule, de participer à une émeute dépendra des comportements des autres personnes. Les instigateurs débiteront l'émeute indépendamment du comportement des autres, alors que le reste du groupe a besoin d'assister aux événements en cours pour pouvoir envisager

d'y prendre part. Il s'agit pour eux du déclencheur, du seuil. Mais celui qui a définitivement popularisé le concept du point de bascule reste Malcolm Gladwell (2000). L'auteur s'intéresse ici à ce concept dans la société en général pour expliquer les comportements de masse. Pour Gladwell, le point de bascule est ce moment de masse critique, conscient ou inconscient, qui régule les comportements collectifs. Il soutient ainsi que les idées, les produits, les messages et les comportements se répandent de la même manière que les virus. Ainsi, Gladwell établit les trois règles de l'épidémie, ou du changement. Tout d'abord «*the Law of the Few*». Ici, l'auteur tient à souligner, sur la base de la loi de Pareto du 80/20, que 80 pourcent du travail est fait par 20 pourcent des participants. Donc pour qu'un courant sociétal de masse soit viable, cela dépend pour lui du niveau d'implication des personnes clefs, des leaders. Deuxième principe, «*The Stickiness Factor*». Le facteur motivationnel doit aller chercher une partie de la population et de ses besoins, en étant rassembleur, pour qu'il soit envisagé qu'elle y adhère. Enfin, «*The Power of Context*». Pour Gladwell, le comportement humain est sensible et influencé par son environnement. Ainsi, la meilleure des idées portées par les meilleurs leaders ne pourra prendre forme que dans un contexte favorable. Notons que cette analyse, appliquées aux émeutes, est surtout valable pour les émeutes de masse, les insurrections, les révolutions. Il est difficile d'appliquer de tels principes aux émeutes localisées n'entraînant pas de résonance. Même si certains auteurs, comme Duncan Watts<sup>31</sup>, ont pu récemment critiquer cette approche en établissant qu'il est préférable de

---

<sup>31</sup> <http://www.fastcompany.com/magazine/122/is-the-tipping-point-toast.html?page=0%2C0>

viser la masse plutôt que les personnes clefs des réseaux pour encourager la contagion, nous considérons que cette théorie s'applique parfaitement aux émeutes. En effet, même si les émeutes s'inscrivent dans un climat néfaste latent, et donc durable, le déclenchement d'une émeute se fait de façon brutale. La plupart des gens qui prennent part à une émeute ne le font pas d'initiative, mais suite aux actions des initiateurs, comme les nommerait Gladwell. Le point de bascule, dans le cas d'une émeute, est généralement un événement identifiable dans le temps. Dans le cas des émeutes de minorités visibles contre l'État, on retrouve très souvent le décès d'un individu appartenant à une minorité, imputable aux yeux des belligérants à la police (France, automne 2005 ; Angleterre, août 2011). Pour ce qui est des émeutes économiques, il n'est pas rare de voir une mesure privative déclencher l'ire des émeutiers (Expropriations à Zhengzhou en Chine, 2004, puis Shenyong et Dongzhou en 2005 ; Plan d'austérité en Grèce, 2011). Ou encore lorsqu'il s'agit de contestations politiques (Élections controversées au Kenya, en Arménie, ou en Mongolie en 2008, Révolutions aux Philippines en 2001).

### **1.4.1.3 La contagion**

Dans le but de cerner plus efficacement le sujet et de renforcer le cadre de référence théorique, il pourrait être utile de concevoir la dynamique des émeutes au travers des paradigmes de la sociologie de l'action collective, comme la théorie de la contagion et la théorie de la convergence. La théorie de la contagion de Le Bon (1895), et de Tarde (1895), répond à une peur des mouvements de foules au lendemain de la

Commune de Paris. La dynamique des mouvements vindicatifs des foules répondrait ici à l'auto-influence groupale, renforcée par l'anonymat, la masse, la diffusion de la responsabilité, et la contagion émotionnelle. Bien que cette théorie ne possède pas de méthode scientifique quant à l'étude de *l'esprit collectif*, elle pose tout de même les premiers jalons de la compréhension de la contagion populaire. Également, cette approche est la première à considérer le fait que les violences collectives sont mues par de puissantes émotions répondant à une logique sociale, rejetant donc le côté irrationnel de ce comportement. Point important, il ne pouvait pas être considéré à l'époque un caractère contemporain favorisant la contagion, à savoir l'impact des technologies de communication et de diffusion de l'information. Notons enfin que jusqu'aux années 60, les mouvances contestataires collectives violentes étaient encore considérées par le biais d'une approche consacrant l'irrationalité de la masse ou, du moins, l'anomalie du comportement collectif par rapport aux formes dites normales de participation politique et sociale (Della Porta, 2008). Il est important de considérer le fait que peu de travail a été effectué sur les moyens de divulgation et de contagion des émeutes (Wilkinson, 2009).

L'intérêt des théories de la convergence réside dans le fait qu'elles recherchent les causes de la mobilisation dans les tensions nourries d'expériences et de situations identiques, ayant comme point central la notion de frustration relative<sup>32</sup> (Gurr, 1970). Ainsi, là où la théorie de la contagion considère que c'est la foule qui influence les individus, la théorie de la convergence considère plutôt que ce sont les individus ayant des intentions communes préétablies qui vont volontairement chercher à s'agglomérer en

une foule hostile. De plus, et de manière similaire à la théorie de la contagion, l'effet de masse aurait pour conséquence de diffuser la responsabilité et d'augmenter les sentiments vindicatifs. Le degré de violence collective serait donc proportionnel à l'intensité du niveau de frustration. Gurr souligne que cet aspect n'est pas le déterminant unique de la violence collective, qui serait conditionnelle également à la perception de la légitimité du pouvoir et de sa puissance de répression. Cette approche vient soutenir, entre autre, le traitement différentiel que certains groupes peuvent percevoir comme déclencheur d'émeutes.

## 1.4.2 Synthèse

Cette approche multi-théorique pourrait permettre à la fois de cerner la dynamique des émeutes au sens large du terme et l'usage des moyens adoptés pour y parvenir. C'est pour cette raison que nous jugeons intéressant d'amalgamer les différentes théories précitées et d'en établir un cadre théorique plus structuré. Ainsi, ce dernier doit prendre en compte, déterminer et analyser les aspects suivants : Les émeutes, considérées au plus large du sens, se construiraient donc le plus généralement auprès de (a) groupes, temporaires ou permanents, (b) rejetant temporairement ou définitivement la légitimité des autorités, (c) regroupés dans un cadre social et/ou culturel ne favorisant pas l'atteinte d'objectifs pro-sociaux ou vitaux, (d) qui percevraient<sup>33</sup> une injustice cristallisée, (e)

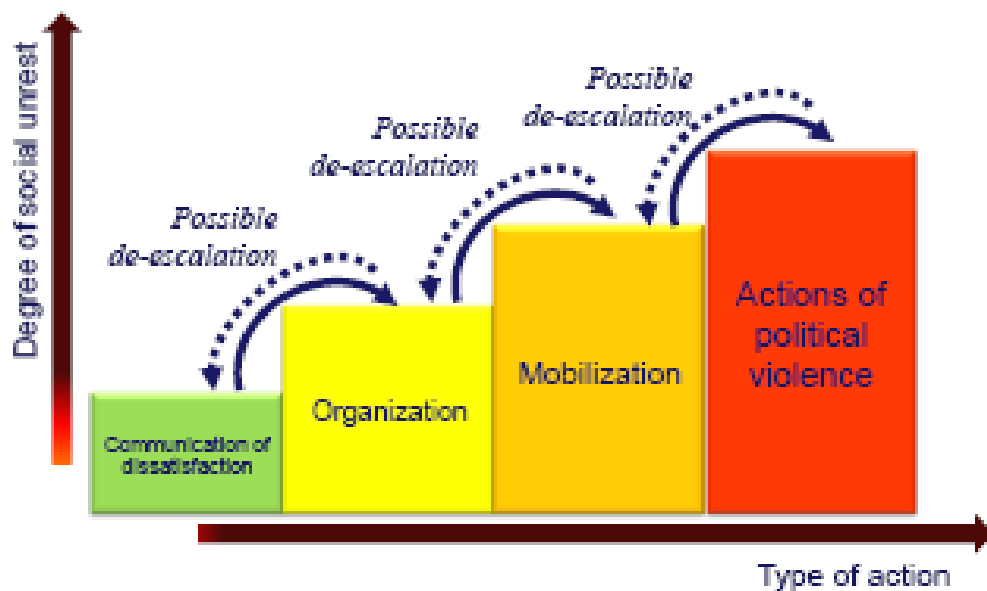
---

<sup>32</sup> La thèse de la frustration relative est ici privilégiée à la thèse de la fausse conscience de Marx.

<sup>33</sup> Justement ou non ne ferait pas ici de différence étant donné que seule la perception compte.

laquelle se transformerait alors en frustration collective autoalimentée, et enfin (f) seraient facilitées et déclenchées par la présence d'un évènement potentiellement rassembleur. Il est important ici de comprendre que l'émergence ou non d'une émeute est la résultante d'un certain nombre d'actions entre les quatre acteurs que sont les protestataires, les politiciens ou élites, les agents du contrôle social, et les médias, où les actions à l'instant t conditionnent les actions à t+1 (Oliver et Myers, 1998). Cette conception de la non fatalité dans le processus d'émergence des émeutes est reprise par Renn et coll. (2011) alors que les auteurs insistent sur les possibilités de rétroactions bénéfiques aux différentes étapes de l'escalade des tensions. La figure 7 illustre ainsi les propos des auteurs précités en indiquant qu'à chaque niveau d'escalade des tensions, il est possible, par le biais de contremesures diverses et variées, d'amorcer un retour en arrière supposé pouvoir apaiser les tensions et, *in fine*, éviter les violences collectives.

Figure 7. Ladder of social unrest – Renn et coll. (2011)



Encore une fois, il est primordial de rappeler que l'on ne peut, ni ne doit, considérer un évènement déclencheur comme pouvant être universellement généralisable. Le point central dans la compréhension de la dynamique des émeutes passe par l'agrégation de facteurs et de contextes qui vont favoriser l'expression de la frustration collective par le biais de violences collectives. Comme le souligne Roché (2006, p10), *«les émeutes ne sont pas la simple conséquence d'une détermination sociale ou économique, sans quoi nous vivrions en état d'insurrection permanente»*.

### **1.4.3 Inventaire général des facteurs**

Pour simplifier la représentation des différents facteurs recensés dans la littérature, le tableau 1 offre un inventaire global visuel. Il convient ici de stipuler que certains facteurs, de par leurs caractéristiques multi-niveaux, peuvent se retrouver dans différentes catégories, dépendamment de la manière dont on les aborde et les raisons que l'on évoque pour les utiliser et les faire valoir. Par exemple, on comprendra aisément que les axes de dépenses gouvernementales, si elles s'inscrivent ici dans les facteurs économiques, peuvent aussi bien être comprises comme valeurs politiques ou conditionnant social.

Tableau 1. Inventaire général des facteurs d'influence des émeutes au travers de la littérature

Politique	Économique	Social	Technologique
Régime Politique	Inégalités	Réseaux sociaux	Internet
Degré de démocratie	Chômage	Syndicats	Téléphones fixes
Degré de liberté	Prospérité / PIB	Éducation	Téléphones mobiles
Législation	Pauvreté	Filet social	Médias locaux
Police	Faim	Gestion parc urbain	Médias de masse
Méthodes de contrôle de foule	Variation des marchés financiers	Immigration légale et illégale	Fiabilité des installations
Reconnaissance du droit de manifester	Production de nourriture	Disparités ethniques/religieuses	Modernisation
Participation électorale	Redistribution des richesses	Intégration des minorités	Dotations des forces de l'ordre
Corruption	Dépenses gouvernementales	Histoire sociale	Ressources énergétiques
Criminalité	Dettes du pays / Prêts	Démographie	

## 1.5 Objectifs de recherche

L'objectif principal de la recherche consistera ici à proposer une nouvelle approche exploratoire de compréhension des émeutes à travers le monde en considérant les violences collectives dans leur globalité. Plutôt que de scruter les événements déclencheurs, il s'agit ici de mettre l'accent sur les facteurs globaux dominants au travers



de la compréhension de l'environnement en utilisant une structuration matricielle de type PEST.

Les objectifs sont donc les suivants :

1. Analyser les facteurs et contextes généraux macroscopiques des pays dans le cadre des émeutes.
2. Catégoriser les principales typologies d'émeutes.
3. Établir et tester des modèles de régression linéaire multiple répondant à la dynamique de chaque catégorie d'émeutes préétablie.

## 2 Méthodologie

Si Renn et coll. (2011) soulignent que l'on ne peut pas dire que des contextes défavorables vont nécessairement engendrer des violences collectives, on peut cependant difficilement concevoir que des émeutes prennent place dans des cadres idylliques. Par conséquent, les émeutes doivent s'inscrire dans des contextes problématiques, et l'établissement de modèles spécifiques ou généraux doivent permettre de mieux les comprendre.

Dès lors que l'on a fait le tour des facteurs d'émergence des émeutes à travers le monde, on peut maintenant en comprendre les différentes dynamiques. Pour pouvoir opérer des calculs statistiques, il convient tout d'abord d'établir une liste d'émeutes recensées à travers le monde.

Dans un deuxième temps, conscient de la non exhaustivité de cette liste, il sera nécessaire de retravailler le nombre d'émeutes recensées en tant qu'il devra permettre de donner une image plus proche de la réalité.

Dans un troisième temps, il sera nécessaire de catégoriser les émeutes en considérant les dynamiques principales, c'est-à-dire par leurs grandes raisons d'être.

Dans un quatrième temps, nous allons combiner les facteurs macroscopiques retenus pour chaque catégorie d'émeute avec les taux respectifs pour analyser transversalement le tout par le biais de régressions linéaires multiples. Nous aurons donc autant de modèles que de catégories d'émeutes. Les variables indépendantes, à savoir les

facteurs d'émergence macroscopique, sont en grandes parties disponibles sur le site des Nations-Unies et de World Bank. Suite aux analyses, il sera intéressant de tester les modèles statistiques. Par exemple, la base de données se finissant en 2010, il pourrait être judicieux de vérifier dans quelles mesures le modèle dédié prédirait les émeutes du *'printemps arabe'* de 2011.

## **2.1 Recension des émeutes**

Dans un monde idéal, il conviendrait, pour établir une base de données irréprochable, d'obtenir les données sur l'ensemble des émeutes recensées officiellement par chaque gouvernement, et ce dans un état de transparence absolu. Il est évident que ceci relève de l'utopie pure et simple. S'il est possible d'envisager pouvoir obtenir des chiffres proches de la réalité dans les démocraties les plus avancées, il est en revanche impossible de le faire dans les pays plus protecteurs ou autoritaires.

Pour pouvoir établir notre liste de référence d'émeutes, nous avons appuyé notre inventaire sur diverses sources en ligne, comme Wikipédia, Ask et WordLingo. Ces sources ne revêtant pas de caractère scientifique, il convenait ici d'accumuler un maximum d'informations à ce sujet. C'est pour cette raison que nous avons pu étoffer notre liste en la complétant à l'aide de la liste des émeutes dans l'ouvrage de Bertho (2009). Nous avons donc répertorié entre 2000 et 2010, 410 émeutes principales couvertes médiatiquement à travers le monde, et ce dans 80 pays. Le fait de porter

l'étude sur une décennie, la plus proche de surcroît, revêt plusieurs avantages non négligeables. Ainsi, une période de dix ans permet de relever un nombre relativement important d'évènements, tout en limitant généralement les variations des caractéristiques internes des pays. Chaque émeute à ensuite fait l'objet d'une recherche dans les articles de presse anglophones et francophones pour en déterminer l'essence et donc en comprendre la dynamique principale. Il est important ici de rappeler que les émeutes, comme nous l'avons défini précédemment, sont mues par une interaction de facteurs. Cependant, nous tenons à ne retenir que la raison primaire de l'émeute afin de pouvoir la catégoriser et éviter qu'elle se retrouve dans plusieurs catégories simultanément.

## **2.1.1 Contrôle de la représentation des émeutes**

### **2.1.1.1 Degré de liberté de presse**

Les émeutes répertoriées étant très loin d'être exhaustives, il convient de les retravailler. Tout d'abord, la couverture et donc l'exposition de ces évènements varie en fonction de l'implication et de la liberté des médias. Nous avons donc l'intention de pondérer ces chiffres par l'indice de liberté de presse<sup>34</sup> de chaque pays. Cet indice est développé par *Reporters sans Frontières* sur la base de 50 critères couvrant les différentes formes de violences physiques faites aux journalistes, les pressions et menaces, la capacité d'accès à l'information, le degré de censure et l'ingérence des

---

<sup>34</sup> Note méthodologique : [http://fr.rsf.org/IMG/pdf/note\\_methodo.pdf](http://fr.rsf.org/IMG/pdf/note_methodo.pdf) consulté le 12 avril 2012

instances gouvernementales, et le degré de contrôle des médias<sup>35</sup>. Ce contrôle permet de donner une proportionnalité inter-pays plus proche de la réalité.

$$\text{Indice d'émeutes (IE)} = \text{Nb d'émeutes} \times \text{Indice de liberté de presse}^{36}$$

### 2.1.1.2 Proportion de population

Ensuite, il convient de considérer le fait qu'une émeute en Chine, avec ses facteurs macroscopiques propres, doit être comparable à une émeute au Chili. Pour ce faire, nous devons contrôler le facteur population, sachant que plus la population d'un pays est grande, plus on est en droit de s'attendre à une hausse de la probabilité d'une émeute. Pour contrôler cet aspect et conserver le poids de l'importance des facteurs de chaque pays, nous allons diviser l'IE par la population de chaque pays.

$$\text{Taux d'émeutes} = \text{IE} / \text{Population (en dizaine de millions)}$$

Ainsi, si les pays de notre échantillon ayant un taux d'émeutes faibles sont l'Allemagne avec 0.14, la Norvège avec 0.16, et la Suède avec 0.17 émeutes pour dix millions d'habitants, la Somalie obtient un taux d'émeutes de 43.60, dans la décennie 2000-2010.

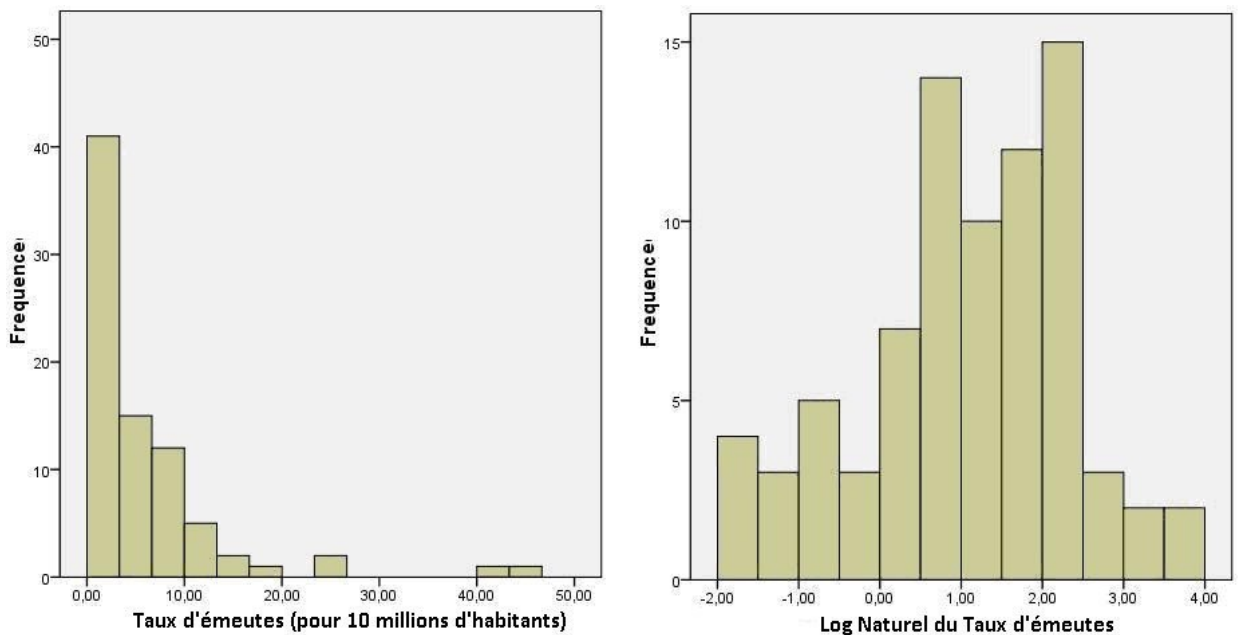
---

<sup>35</sup> Critères pour l'établissement du classement mondial 2010 de la liberté de presse  
[http://fr.rsf.org/IMG/pdf/cm\\_questionnaire\\_2010\\_fr.pdf](http://fr.rsf.org/IMG/pdf/cm_questionnaire_2010_fr.pdf) consulté le 12 avril 2012

<sup>36</sup> L'indice de liberté de presse s'échelonne de 0 à 100, ou 0 représente la liberté pleine et entière.

Dans la figure 8, le premier histogramme indique la distribution brute du taux d'émeutes dans les pays de notre échantillon. On constate que le phénomène suit une distribution asymétrique positive correspondant à la distribution classique des phénomènes sociaux. Si près de la moitié des pays ont un taux d'émeutes inférieur à 2.50, 12 pays (soit 15%) ont un taux d'émeutes supérieur à 10.00 pour 10 millions d'habitants. Sur notre échantillon de 80 pays, la moyenne du taux d'émeutes est de 5,91, avec des valeurs minimum à 0,14 et maximum à 43,60.

Figure 8. Distribution du taux total d'émeutes de 80 pays 2000-10 et la base logarithmique naturelle du taux total d'émeutes



Dans le cadre des analyses statistiques paramétriques classiques, on ne peut utiliser le taux d'émeutes brut qui ne respecte pas le principe de normalité de la distribution. Pour palier cette problématique, nous utiliserons la base logarithmique

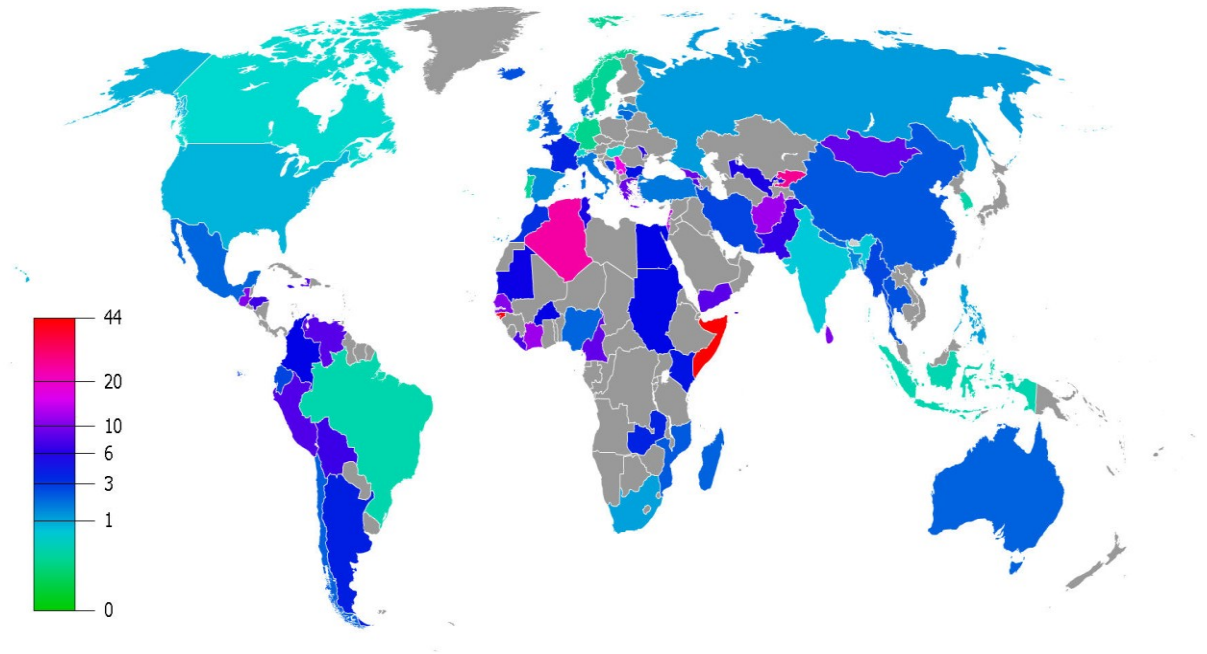
naturelle<sup>37</sup> du taux d'émeutes dont la distribution quasi normale est représentée par le deuxième diagramme de la figure 8.

Ci-après, la figure 9 nous permet de visualiser la répartition du taux d'émeutes dans les 80 pays de l'échantillon dans la décennie 2000-2010. On constate que, si la distribution ne semble pas géographiquement localisée, certaines particularités ressortent. Tout d'abord, l'Amérique du Nord et l'Europe semblent, à l'exception très relative de la France et du Royaume-Uni, partiellement épargnés par les émeutes. L'Amérique Latine et l'Asie, en revanche, sont représentées de manière plus foncée. Le Brésil (sans oublier l'Océanie) semble toute fois faire exception, même si l'on sait qu'il existe de nombreux conflits dans ce pays. Il pourrait s'agir ici d'une limite due aux informations disponibles. Enfin, et même s'il manque de nombreux pays de ce continent sur l'illustration, l'Afrique ressort comme la plus exposée à la problématique des émeutes.

---

<sup>37</sup> Si les mêmes raisons l'exigent, le même principe sera appliqué aux autres variables dans la suite de l'étude.

Figure 9. Répartition du taux d'émeutes 2000-2010



S'il est établi dans la littérature que les pays les plus démocratiques seront plus tolérants dans les démonstrations de masse, il ressort de cette figure qu'il convient de relativiser cet aspect. Nous concevons tout à fait que les états démocratiques sont plus exposés à la critique ouverte, cependant l'émeute ne suit pas nécessairement cette dynamique qui apparait plus fortement dans les pays moins démocratiques.

Le tableau 2 ci-après représente les taux d'émeutes par ordre décroissant des pays en fonction de leur classification Onusienne. Notons que cette classification respecte la répartition géographique, à l'exception de la classe des pays industrialisés. En effet, ces derniers sont classés par leur développement économique et non par leur géo-localisation.



Cette méthode de classification peut surprendre mais ne pas l'utiliser biaiserait la comparaison des résultats, surtout si l'on s'intéresse aux facteurs politico-économiques.

Tableau 2. Répartition du Taux d'émeutes 2000-2010 en fonction de la classification de l'ONU

<b><u>INDUSTRIALISÉS</u></b>		<b><u>ASIE</u></b>		<b><u>EUROPE CENTRALE</u></b>	
Israël	14,5	Sri Lanka	10,3	Kirghizstan	26,4
Grèce	9,22	Mongolie	9,00	Yougoslavie (S+M)	18,4
France	3,70	Pakistan	6,65	Géorgie	9,24
Islande	2,50	Birmanie	2,77	Arménie	7,87
Royaume Uni	2,34	Thaïlande	2,50	Moldavie	6,36
Australie	2,17	Chine	2,39	Ouzbékistan	5,72
Italie	1,74	Népal	1,99	Bulgarie	4,23
Danemark	1,48	Bangladesh	1,50	Bosnie Herzégovine	2,87
Espagne	1,42	Philippines	1,08	Lituanie	2,06
Irlande	0,95	Inde	0,65	Lettonie	1,52
États-Unis	0,88	Indonésie	0,28	Russie	1,19
Canada	0,46	Corée du Sud	0,25	Hongrie	0,45
Pays-Bas	0,43				
Belgique	0,43	<b><u>AMÉRIQUE DU SUD</u></b>		<b><u>AFRIQUE</u></b>	
Suisse	0,41	Guatemala	10,5	Somalie	43,6
Portugal	0,19	Venezuela	8,32	Guinée-Bissau	41,9
Suède	0,17	Haïti	8,29	Cote D'Ivoire	11,9
Norvège	0,16	Pérou	8,01	Sénégal	10,7
Allemagne	0,14	Honduras	7,08	Cameroun	8,83
		Bolivie	7,01	Liberia	7,67
<b><u>ÉTATS ARABES</u></b>		Jamaïque	6,37	Mauritanie	5,17
Algérie	24,6	Colombie	4,71	Burkina Faso	4,89
Liban	14,4	Argentine	3,84	Soudan	4,62
Afghanistan	12,0	Équateur	2,80	Kenya	4,16
Yémen	8,46	Chili	2,23	Zambie	3,68
Tunisie	5,70	Mexique	2,08	Mozambique	2,32
Égypte	4,70	Brésil	0,27	Madagascar	2,15
Maroc	3,32			Nigeria	2,11
Iran	2,83			Afrique du Sud	1,11
Turquie	1,74				

Il est ici intéressant de constater que les répartitions géographiques font largement état de grandes disparités quant-à la distribution des taux d'émeutes, et ce à l'exception de la classification 'pays industrialisés' qui ne respecte justement pas de zone

géographique. Cette observation pourrait supporter l'idée que les taux d'émeutes sont alors plus sensibles aux particularités des pays, plutôt qu'à leur géo-localisation.

Enfin, le fait que certain pays affichent des taux très élevés en comparaison de leurs classifications respectives influencerait négativement des comparaisons de moyennes. Cependant, notons tout de même que les 'pays industrialisés' font état de la moyenne taux d'émeute la plus basse et que l'Afrique, en revanche, affiche le taux le plus élevé, avec des valeurs respectives de 2.28 et 10.32.

## **2.2 Catégorisation des émeutes**

Si Bertho (2009, p32) avance que *«les émeutes visibles sont celles que l'on peut cataloguer»*, il est cependant difficile d'être exhaustif. En effet, les émeutes répondent simultanément à un ensemble de caractéristiques dont il est difficile de déterminer laquelle est la cause principale des violences collectives. Si l'on considère l'énorme travail effectué par l'historien Nicolas (2002) sur les rébellions en France entre les années 1661 et 1789, ce dernier répertorie par moins de 72 types de conflits regroupés dans 13 catégories principales. Ce type d'approche met en exergue les difficultés de catégoriser des événements de violences collectives dans des sociétés toujours en mouvement et dont les caractéristiques ne cessent d'évoluer avec le temps. Si l'on désirait appliquer la méthodologie de Nicolas à l'ensemble des émeutes à travers le monde lors de la dernière décennie, Bertho (2009) souligne clairement que la tâche serait impossible non pas par manque d'information mais à cause de l'exhaustivité du traitement des sources

disponibles en surabondance. Nous tenons ici à nuancer ces propos en soulignant que l'exhaustivité des données que l'on pourrait recenser dépendrait fortement de la volonté de transparence des pays concernés, ce qui représente toujours une limite importante.

Il convient donc de faire la distinction, dans la mesure du possible, entre différents types d'émeutes qui vont répondre à des dynamiques et des caractéristiques particulières. Si King (2004) répertorie ainsi différentes catégories de manifestants '*occidentaux*' : politique, industriel, festivalier, urbain, sportifs, environnement, et antimondialisation, nous avons choisi de considérer les catégories d'émeutes en fonction de quatre dimensions. Ainsi, les catégories considérées sont (a) les émeutes ethniques et religieuses, (b) les émeutes socio-économiques, et (c) les émeutes politiques et soulèvements de masse.

### **2.2.1 Émeutes ethniques-religieuses**

Que ce soit lors d'émeutes inter ethniques ou religieuses, ou encore lorsque des personnes issues des minorités visibles s'en prennent à l'État au travers de ses institutions et le plus généralement de sa police, on retrouve un dénominateur commun qui est l'identité et la remise en question de ce que l'on est. Pas forcément selon ses propres perceptions, mais bien souvent au travers du regard des autres. Si certains auteurs, comme Horowitz (2001), comptent sur un déclin des émeutes ethniques, force est de constater qu'elles semblent, au contraire, prendre de l'ampleur, et ce aux quatre coins du

monde. En effet, les émeutes recensées dans notre inventaire augmentent au fur et à mesure que les années s'écoulent<sup>38</sup>. Bertho (2009) souligne remarquablement le lien entre émeutes ethniques et la mondialisation au sens large du terme. En effet, les flux migratoires, entre autres, aident les États et les majorités à définir l'identité nationale que l'on a tant de mal à concevoir, et ce, autant de manière formelle qu'informelle. Ainsi, on ne se définit pas par nos similitudes, mais bien par les différences qui composent les groupes. Pour l'auteur (p165), *«c'est une tendance de fond qui se déploie d'autant mieux qu'elle peut instrumenter des différences à l'apparence 'objective' : la nationalité, la langue, la religion, l'origine, la couleur de la peau, la consonance du nom, [...]»*. Si l'auteur met en exergue les dangers des tendances en matière d'identité nationale et de catégorisation des différences, il semble tout de même omettre l'importance de connaître les compositions sociétales pour palier les problématiques que l'on peut y retrouver.

Tableau 3. Taux d'émeutes ethniques-religieuses les plus élevés

Ci-contre, le tableau 3 indique les pays ayant les taux d'émeutes ethniques-religieuses les plus élevés. Les résultats sont logiques au regard des tensions propres à ces

	Taux émeutes ethniques-religieuses
Kirghizstan	13,18
Israël	11,59
Somalie	8,72
Serbie-Monténégro	7,88
Libéria	7,67

pays. Ainsi, le Kirghizstan voit régulièrement les différentes ethnies Kirghizes et Uzbeks, principalement mais pas uniquement, s'affronter sur font de priorisation de l'emploi pour les 'locaux' avec comme critère les ethnies. Israël est en conflit permanent

---

<sup>38</sup> 8 émeutes en 2000, pour arriver à 49 émeutes en 2010.

avec les Palestiniens, où la deuxième Intifada de 2000 en est le parfait exemple.

Enfin, la Somalie est en état de guerre civile permanente depuis les années 90, opposant l'État fédéral et les groupes islamiques ou claniques, favorisant les émeutes ethniques et religieuses.

Notons que cette catégorie d'émeutes est présente, avec différents niveaux de force, dans 41 des 80 pays de notre échantillon, avec un taux moyen de 1,37.

### 2.2.2 Émeutes socio-économiques

Cette catégorisation est la plus large et regroupe l'ensemble des émeutes que l'on peut retrouver dans nos sociétés contemporaines. Notons par exemple, les émeutes étudiantes, les conflits syndicaux, les émeutes de la faim ou de la vie chère, les revendications sociales et économiques, les accès aux ressources, ...

Cette catégorisation, que certains pourront qualifier de fourre-tout, est un amalgame d'émeutes ayant la même dynamique. Il s'agit souvent de revendications sur les conditions de vies et les mesures prises par les gouvernements, sans pour autant entraîner de conséquences au delà de l'émeute elle-même.

Tableau 4. Taux d'émeutes socio-économiques les plus élevés

Ci-contre, le tableau 4 indique les pays qui ont un taux d'émeutes socio-économiques des plus forts. Notons le score élevé de la Guinée-Bissau, qui peut s'expliquer par le nombre d'évènements

	Taux émeutes socio-économiques
Guinée-Bissau	41,88
Somalie	17,44
Algérie	13,54
Sénégal	10,68
Afghanistan	8,01

relevés, jumelé à une faible population évoluant dans un environnement politique plutôt autoritaire. La Somalie vient une nouvelle fois dans le top 3 de ce classement, suivi par l'Algérie, soumise à de très nombreuses violences collectives de contestations. Notons que ce type d'émeutes est le plus répandu et est présent dans 55 pays de notre échantillon, avec un taux moyen de 2,8 pour 10 millions d'habitants.

### **2.2.3 Émeutes de masse**

Tilly (2003) utilise deux caractéristiques qui doivent, pour lui, définir les violences collectives. Il s'agit, d'une part, de l'importance des dommages causés et, d'autre part, du degré de coordination et de convergence des acteurs impliqués. Nous nous proposons de réutiliser cette approche pour déterminer ce que nous appelons les émeutes de masse.

La question principale est de savoir où s'arrêtent les émeutes de masse et où commencent les guerres civiles et les conflits armés. Pour nous, la différence élémentaire réside dans le caractère humain de la prise de décision. Si des émeutes de masse peuvent se transformer en conflits armés, l'inverse est moins probable<sup>39</sup>. Les émeutes de masse sont déclenchées par la population, dans un mouvement de contestation de grande ampleur qui tend à se généraliser, impliquant la coordination, sinon la convergence de masse. Les émeutes de masse peuvent être non violentes mais puissantes, comme lors de la révolution de 2001 aux Philippines qui a renversé le Président Estrada, ou encore au

---

<sup>39</sup> Mais existent tout de même, comme en témoignent les émeutes récurrentes en ex-Yougoslavie.

Tibet en 2008. D'autres peuvent être beaucoup plus violentes et ne pas forcément engendrer de grandes conséquences, comme les émeutes de la deuxième Intifada en Israël en 2000, et même les émeutes de l'automne 2005 en France. Enfin, certaines revêtent à la fois un caractère aussi violent que soudain, entraînant des chutes de gouvernements. Prenons pour exemple les émeutes Malgache de 2009, sur fond de corruption, ou encore les émeutes surprenantes en Islande en 2009 également, suite aux répercussions majeurs de la crise financière mondiale, entraînant toutes les deux la chute de leurs gouvernements respectifs.

Les conflits armés, ou guerres civiles, sont quant-à eux déclenchés par des autorités, qu'elles soient légitimes ou illégitimes n'a pas d'importance, ayant une reconnaissance de la population au travers de leur leadership. Ce Type de violence collective, comme on a pu en avoir une illustration en Côte-d'Ivoire et en Lybie en 2011, n'est pas considéré dans notre étude.

Tableau 5. Taux d'émeutes de masse-politiques les plus élevés

Ci-contre, le tableau 5 indique les taux les plus élevés d'émeutes de masse et politiques dans notre échantillon de 80 pays. Notons sans surprise la première place de la Somalie, toujours pour les mêmes raisons. On retrouve ensuite le Liban, où les émeutes de masse et les soulèvements politiques ont été présents dans un contexte affaibli par les conflits armés récurrents, et ce, malgré les intentions des différents gouvernements de reconstruire sans

	Taux émeutes de masse-politiques
Somalie	17,44
Liban	14,40
Kirghizstan	13,18
Géorgie	9,24
Mongolie	9,00

cesse un pays qui porte encore les stigmates des combats. Enfin, le Kirghizstan doit principalement sa place aux multiples émeutes ethniques de masse de 2010, opposant Kirghizes et Uzbeks et provoquant cette fois plusieurs milliers de morts et la fuite vers les pays limitrophes.

Notons que cette catégorie d'émeutes est présente, avec différents niveaux de force, dans 43 des 80 pays de notre échantillon, avec un taux moyen de 1,74.

#### **2.2.4 Émeutes hors étude**

Nous avons choisis d'exclure trois types d'émeutes. La première relève d'un caractère culturel, comme suite à des événements sportifs ou festifs. C'est-à-dire que ces émeutes s'inscrivent dans une logique locale spécifique et ne relève pas, à notre sens, d'une problématique globale. La deuxième catégorie d'émeute non traitée est celle des émeutes dans les prisons et les centres de rétentions, répondant à une problématique localisée de traitement interne. Enfin, ne sont pas considérées les émeutes survenant dans les sommets politico-économiques de type G8, G20 ou OMC, dont les problématiques sont transportées et concentrées dans un espace et un moment définis, ne répondant pas à des caractéristiques même du pays, si ce n'est la manière dont l'évènement est géré. En effet, dans ce type d'émeutes, ce n'est pas le pays en tant que tel qui est visé, mais bien l'organisme politico-économique.



## 3 Analyses

### 3.1 Analyses bivariées

Nous allons traiter ici des relations entre les facteurs globaux relevés dans la littérature au travers de l'analyse PEST et la base logarithmique naturelle des taux d'émeutes. Cette approche doit nous permettre d'en percevoir les relations, pas nécessairement causales. Pour chaque variable étudiée, un coefficient de relation de Pearson est produit en lien avec chaque base logarithmique naturelle des taux d'émeutes.

Notons que la base logarithmique naturelle de la valeur 0 étant impossible, nous avons donné une valeur minimale aux valeurs initialement de 0 dans les différents taux de sous-catégories d'émeutes. Cette méthode affecte peu la distribution et rend les calculs statistiques bivariés et multivariés possibles. Enfin, la plupart des variables employées dans notre étude ont été utilisées pour étudier l'homicide à travers le monde (Ouimet, 2011).

Notons également que si l'inventaire général des facteurs que nous avons établi précédemment permet de faire un tour d'horizon relativement exhaustif des variables qui pourraient être importantes, il apparait que certains de ces facteurs ne peuvent être utilisés dans nos analyses. La première raison est que certains facteurs sont trop difficilement reportables au niveau macroscopique. Pensons ici au fait d'avoir ou non une force de

police dédiée au maintien de l'ordre, ses équipements de dotation, la législation encadrant les manifestations, les méthodes de contrôle de foules, les méthodes des syndicats, l'Histoire sociale du pays, la fiabilité des installations, sont autant de facteurs importants qui ne sont pas réellement quantifiables et comparables à l'échelle mondiale. Pour ces raisons, ces facteurs, si intéressants soient-ils, ne peuvent pas être considérés dans nos analyses.

### **3.1.1 Sphère politique**

Tout d'abord, nous allons traiter la sphère politique. Nous avons préalablement fait état des liens qui peuvent lier, parfois indirectement, les tendances politiques et la violence de groupe. Différentes variables sont disponibles pour apprécier ces liens dans le cadre des émeutes. Le tableau 6 présente les analyses de corrélations ou tests de moyennes entre les variables de la sphère politique et la base logarithmique naturelle des taux d'émeutes. La première variable est ici le niveau de liberté démocratique du magazine *The Economist*. Pour obtenir cet indice, Kekik (2007) a utilisé 60 variables regroupées en 5 groupes qui couvrent les processus électoraux, les libertés civiles, le fonctionnement du gouvernement, la participation politique, ainsi que la culture politique. S'échelonnant de 1 à 10 représentant la démocratie pleine et entière, dans notre échantillon, la Suède obtient un score de 9,88, alors que la Birmanie affiche 1,77. La relation significative négative très forte qui apparaît ici nous indique que plus la démocratie est forte, moins il y a d'émeutes.

Tableau 6. Corrélations ou êta entre les variables de la sphère politique et la base logarithmique naturelle des taux d'émeutes

	Taux émeutes (LN) n=80	Taux émeutes ethniques-religieuses (LN) n=41	Taux émeutes socio-économiques (LN) n=55	Taux émeutes de masse-politiques (LN) n=43
Indice de démocratie : <i>The Economist</i>	-,607***	-,168	-,490***	-,236**
Indice de démocratie : <i>Freedom House</i> (i)	-,534***	-,215*	-,442***	-,233**
Groupes selon démocratie (êta)	,550***	,149	,446***	,219*
→Démocratie	-,23	-,93	-1,20	-1,47
→Démocratie imparfaite	,96	-,96	-,32	-,56
→Système hybride	1,58	-,97	-,65	,19
→Régimes autoritaires	1,86	-,31	1,18	-,60
Pays ayant des élections libres (êta)	-,560***	-,173	-,369***	-,324***
→Oui	,23	-1,07	-,90	-1,16
→non	1,72	-,57	,34	-,17
Niveau de corruption (i)	,599***	,170	,418***	,350***
Taux incarcération (LN)	-,015	-,120	-,183	,205*
Représentation des femmes au parlement	-,476***	-,180	-,223**	-,350***

- $p < 0,1$  , \*\* $p < 0,5$  , \*\*\* $p < 0,01$
- (i) = valeurs inversées pour faciliter la compréhension de la lecture des résultats

La deuxième variable de la table est proche de la première, avec cependant quelques différences notables. Depuis 1972, l'ONG<sup>40</sup> *Freedom House* publie annuellement, entre autres, un rapport sur les libertés dans le monde. Même si la méthodologie est revue périodiquement, le principe de base est d'évaluer, par sondage auprès des intéressés, l'indice de liberté démocratique que les individus reconnaissent être capables d'exercer, en marge du contrôle gouvernemental. Cet indice est important pour

<sup>40</sup> Organisation Non Gouvernementale

nous, dans la mesure où il retranscrit la perception de la démocratie par les citoyens, concept central que nous avons abordé précédemment. L'indice s'échelonne de 1 à 7, 1 étant le plus démocratique et 7 le moins. Afin de faciliter la lecture globale des variables, nous avons donc inversé la mesure, 1 devenant le moins démocratique. Ainsi, le Canada obtient un score de 7 et la Birmanie un score de 1. Notons que cette mesure semble moins précise que la précédente et on retrouve donc la plupart des pays Européens avec un score identique de 7. Cette nouvelle relation significative négative très forte abonde évidemment dans le même sens que la précédente, où on constate que moins il y a de démocratie perçue dans la population, plus il y a d'émeutes. Notons ici que si la littérature avance le fait que la démocratie facilite la contestation, elle ne semble en revanche pas favoriser la violence dans les mouvements sociaux.

La troisième variable présentée ici est une classification de *The Economist* basée sur les scores de l'indice de démocratie de Kekik (2007). La revue classe ainsi les différents pays selon 4 grandes catégories, à savoir démocratie, démocratie imparfaite, système hybrides, et régimes autoritaires. Comme le souligne Ouimet (2011), l'avantage de cette classification est qu'elle est non linéaire et permet de scinder les observations. La relation positive très forte entre la base logarithmique naturelle du taux d'émeutes et le manque de démocratie n'a rien de surprenant aux vues des deux relations précédentes. Cependant, il convient de remarquer que la relation de cette variable avec la base logarithmique naturelle du taux d'émeutes de masse-politiques diffère des autres en cela que le pic de la relation se situe au niveau des systèmes hybrides plus que des régimes autoritaires. On comprendra donc que les révoltes de masse et politiques pourront voir le

jour dans les pays autorisant partiellement les mouvements sociaux. Par contre, les régimes autoritaires très répressifs seront moins enclins à laisser démarrer la contestation et réprimeront les premiers balbutiements de fronde.

La quatrième variable fait état des pays voyant ou non la tenue d'élections libres sur leur territoire. Cette classification sommaire, qui fait mention de la possibilité que possède le peuple de pouvoir s'impliquer dans les décisions des pays, permet de valider les observations précédentes et de constater que la relation positive très forte entre la variable et la base logarithmique naturelle du taux d'émeutes démontre que moins il y a d'élections libres, plus il y a d'émeutes.

La cinquième variable est l'indice de perception de la corruption développé par *Transparency International*. Il s'agit d'un indice calculé à partir de 13 sources standardisées et évalue le niveau de corruption dans l'administration publique et la classe politique. L'échelle va de 1 à 10 ou 1 représente le plus corrompu. Une nouvelle fois, pour faciliter la lecture, nous avons inversé l'indice. Ainsi, dans notre échantillon, la Somalie obtient un score de 9,9 alors que le Danemark est à 1,7. La relation positive très forte nous indique donc que plus il y a de corruption et plus il y a d'émeutes.

La sixième variable politique retenue est le taux d'incarcération. Il s'agit ici du taux établi par Walmsley (2005), dans la sixième édition de son rapport sur les taux d'incarcération dans 211 pays. Cette variable nous permet de considérer l'impact que peut avoir la répression et la sanction pénale dans le processus des violences collectives. Il est ici intéressant de remarquer que la relation entre la base logarithmique naturelle du

taux d'incarcération et les bases logarithmiques naturelles des taux d'émeutes sont non significatif à l'exception d'une faible relation positive avec les émeutes de masse-politiques.

Enfin, la septième et dernière variable politique retenue est le pourcentage de représentation des femmes au parlement. Cette variable est généralement le reflet de l'intégration des femmes dans la société en ayant la possibilité d'accéder à la sphère décisionnelle. Indirectement, cette variable représente la capacité d'un pays à reconnaître et intégrer l'ensemble de ses citoyens dans le processus décisionnel. Les pays scandinaves semblent être les plus enclins à donner une place centrale et égalitaire aux femmes en politique. En effet, les pays de notre échantillon qui ont les scores le plus haut sont respectivement la Suède, la Norvège et le Danemark. En revanche, et sans surprise, les femmes sont totalement absentes des gouvernements afghan et somalien. La relation négative très forte avec la base logarithmique naturelle du taux d'émeutes nous indique que les pays intégrant moins les femmes dans la sphère politique sont plus à risque de voir éclater des émeutes.

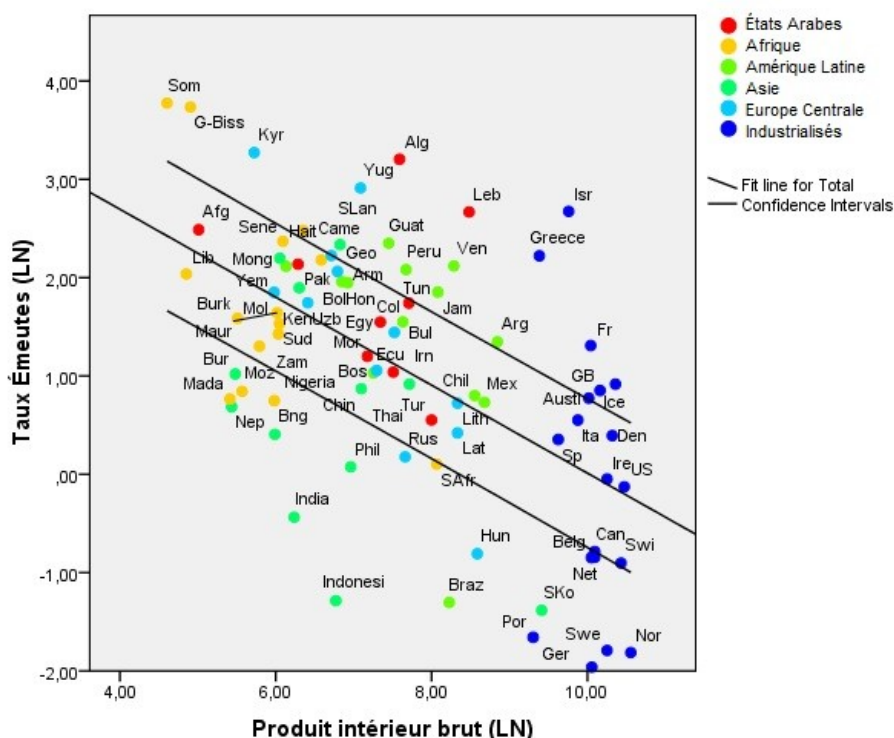
D'une manière générale, on peut aisément remarquer que si les facteurs politiques semblent avoir une forte influence sur la base logarithmique naturelle du taux d'émeutes général, les constatations varient lorsque l'on s'attarde aux sous-catégories d'émeutes. Ainsi, les émeutes socio-économiques et les émeutes de masse-politiques, sont fortement liées avec les variables politiques. En revanche, les émeutes de type ethnique ou religieux ne semblent pas être sensibles à ces variables.

### 3.1.2 Sphère économique

La sphère économique ne saurait être traitée sans faire état auparavant du lien entre la base logarithmique naturelle du taux d'émeutes et la base logarithmique naturelle du Produit Intérieur Brut *per capita*. En effet, cette variable permet de définir la richesse moyenne des individus composants un pays, sans cependant prendre en considération les inégalités. Même si cette variable est une des plus utilisées par les économistes lorsqu'ils comparent les pays, ces derniers ne manquent pas de souligner le fait que le PIB ne prend en considération que l'économie officielle du pays. Ainsi, les données sur le PIB seront plus fiables pour les pays industrialisés, alors qu'il sera plus difficile de faire état de l'ensemble de l'économie dans les pays en voie de développement où l'économie souterraine et illégale occupe une place plus importante.

La figure 10 présente le diagramme de dispersion qui permet d'illustrer la relation qui existe entre la richesse des habitants des pays et la base logarithmique naturelle du taux d'émeute. Nous y avons également incorporé des nuances de couleurs permettant de situer les pays selon leur classification onusienne utilisée précédemment.

Figure 10. Diagramme de dispersion entre la base logarithmique naturelle du PIB per capita et la base logarithmique naturelle du taux d'émeutes



La relation négative très forte qui lie les deux variables, avec un coefficient de corrélation de  $-0,57$ , nous montre que plus le PIB *per capita* est élevé, plus le taux d'émeutes est faible. Il existe cependant un nombre important d'exceptions. Si les pays industrialisés s'écartent généralement de la droite en négatif, notons qu'Israël et la Grèce ont des taux anormalement élevés pour leurs conditions théoriques. Cependant, on pourra facilement comprendre qu'Israël se trouve dans un contexte social particulier propice aux conflits et que la Grèce traverse une période économique très difficile. La France fait également figure de mauvais élève, mais la justification vient plutôt ici de sa culture ancrée de la contestation et des mouvements sociaux. À l'inverse, les pays d'Asie semblent bien résister aux pressions économiques. En effet, des pays comme les



Philippines, l'Inde (ce qui peut paraître surprenant), et surtout l'Indonésie et la Corée ont des taux d'émeutes très bas.

Nous avons déjà établi les liens qui unissent les violences collectives et les contextes économiques. Le tableau 7 présente les analyses de corrélations entre les variables de la sphère économique et la base logarithmique naturelle des taux d'émeute. Pour effectuer les tests statistiques, nous avons retenu 7 variables économiques, dont le PIB *per capita*, en lien avec la littérature. Ces variables doivent nous permettre de situer les pays en fonction de leurs richesses et de leurs axes de dépenses.

Tableau 7. Corrélations entre les variables de la sphère économique et la base logarithmique naturelle des taux d'émeutes

	Taux émeutes (LN) n=80	Taux émeutes ethniques-religieuses (LN) n=41	Taux émeutes socio-économiques (LN) n=55	Taux émeutes de masse-politiques (LN) n=43
Chômage	,339***	,316***	,245**	,001
Coefficient d'inégalités GINI	,266**	-,032	,331***	,051
PIB <i>per capita</i> (LN)	-,570***	-,168	-,346***	-,285**
Dette totale	-,295***	,100	-,250**	-,143
Dépenses Santé	-,371***	,026	-,351***	-,222**
Dépenses Militaires	,241**	,276**	,030	,157
Indice de production alimentaire	,240**	-,011	,243**	,138

\* p<0,1 , \*\*p<0,5 , \*\*\*p<0,01

Notons que deux variables ici, soit les dépenses en santé et les dépenses militaires, sont expliquées en tant que variables économiques alors que nous les considérons plutôt comme des variables à caractère social. En effet, ces deux principaux axes de dépenses sont le reflet des priorités sociales imposées par les gouvernements.

La première variable à l'étude est le pourcentage de chômage dans la population. La relation positive forte montre que plus il y a de chômage et plus les risques de voir éclater des émeutes sont importants. Cet aspect souligne la frustration des gens à ne pas pouvoir accéder à un pouvoir d'achat satisfaisant, ce qui est particulièrement vrai dans les contextes de surexposition aux achats et de surconsommation. Notons que cette variable n'est pas reliée aux émeutes de masse-politiques.

La deuxième variable économique est le coefficient Gini, portant le nom de son auteur Corrado Gini (1884-1965), qui est une mesure d'inégalité de la distribution des revenus dans un pays. Ainsi, les pays de notre échantillon ayant le moins d'inégalités sont la Hongrie, le Danemark et la Suède avec des coefficients Gini respectifs de 24,4 , 24,7 et 25. À l'inverse, l'Afrique du Sud obtient un coefficient de 59,3 et le Brésil 59,1. La relation entre le coefficient Gini et le taux d'émeutes est de 0,27. Notons que l'on observe que cette variable ne semble influencer que les émeutes socio-économiques.

La troisième variable est le PIB *per capita* dont nous avons déjà fait état précédemment. Cette variable, calculée par le FMI<sup>41</sup>, permet de relier les différents niveaux de qualité de vie et donc intrinsèquement, la satisfaction globale à vivre dans une société donnée. Les pays de notre échantillon dont le PIB *per capita* est le plus faible sont la Somalie, le Libéria et la Guinée-Bissau. À l'inverse, la Norvège, les États-Unis et la Suisse sont les pays les mieux nantis de notre échantillon.

---

<sup>41</sup> Fond Monétaire International

La quatrième variable est la dette totale des pays, calculée en pourcentage du PIB. Cette variable, dont l'importance a été soulevée par Hsieh (2009) nécessite une précision importante. En effet, il est important de noter que Hsieh souligne le lien statistique qui existe entre les émeutes en général et le fait que le pays soit endetté et doive prendre des mesures impopulaires pour satisfaire les exigences du FMI. Or, force est de constater que cette observation est soulignée une nouvelle fois ici, avec un coefficient négatif de -0,30 pour le taux d'émeutes, alors que dans la décomposition catégorielle des émeutes on réalise que cette variable n'a en fait d'importance que pour les émeutes socio-économiques.

Les deux variables suivantes, à savoir les dépenses dans les domaines de la santé<sup>42</sup> et de l'armée<sup>43</sup>, calculées en pourcentage du PIB, sont à la fois une mesure économique et une mesure sociale. En effet, ces mesures font ressortir les priorisations gouvernementales et donc l'importance qui est donnée à la population et à son bien-être.

Les pays de notre échantillon où les investissements, publiques et privés, dans le domaine de la santé sont les plus élevés sont les États-Unis, la Suisse et la France avec un pourcentage de leur PIB respectif de 14,72% , 11,22% et 11,10%. Ceux qui y investissent le moins sont la Somalie, l'Indonésie et la Birmanie avec des taux respectifs de 2,00% , 2,06% et 2,12%.

---

<sup>42</sup>[http://donnees.banquemondiale.org/indicateur/SH.XPD.TOTL.ZS?order=wbapi\\_data\\_value\\_2007+wbapi\\_data\\_value+wbapi\\_data\\_value-first&sort=asc](http://donnees.banquemondiale.org/indicateur/SH.XPD.TOTL.ZS?order=wbapi_data_value_2007+wbapi_data_value+wbapi_data_value-first&sort=asc) consulté le 14 avril 2012

<sup>43</sup>[http://www.statistiques-mondiales.com/depenses\\_militaires.htm](http://www.statistiques-mondiales.com/depenses_militaires.htm) consulté le 14 avril 2012

Concernant les investissements militaires, les pays les plus prompts à y orienter leurs capitaux sont Israël, le Yémen et le Liban avec des pourcentages respectifs de 7,59% , 4,87% et 4,41%. À l’opposé, l’Islande, Haïti et le Guatemala n’investissent respectivement que 0,10% , 0,30% et 0,37% de leur PIB. Sans surprise, on observe que plus le gouvernement investi dans les dépenses en santé et moins dans le domaine militaire, plus le taux d’émeutes sera faible. Notons que les dépenses militaires ne semblent être significativement reliées qu’à la catégorie des émeutes ethniques-religieuses. Notons également que les 5 pays de notre échantillon qui consacrent la part la plus importante dans les dépenses militaires (le Soudan et le Pakistan viennent en 4<sup>e</sup> et 5<sup>e</sup> place) sont le théâtre de conflits religieux ou ethniques, civils ou armés, et ce de manière récurrente.

La dernière variable retenue est l’indice de production alimentaire, développée par l’ONU, qui est un autre indicateur du développement dans le monde. Cet indice porte sur les cultures vivrières considérées comestibles et contenant des nutriments. La relation positive qui est indiquée entre cette variable et la base logarithmique naturelle du taux d’émeutes peut surprendre. En effet, comment un pays qui produit plus de nourriture peut-il être plus propice aux émeutes? Il convient ici de rappeler que les pays industrialisés riches peuvent se permettre d’importer une plus grande partie des produits alimentaires qu’ils consomment, alors que les pays plus pauvres doivent compter sur leur propre production pour nourrir leur population. Ainsi, les pays de notre échantillon qui

ont un taux des plus bas sont la Mongolie<sup>44</sup>, l'Espagne et l'Irlande. À l'inverse, l'Arménie, la Birmanie et le Honduras sont les pays avec les taux les plus forts. Notons enfin que cette variable, lorsque l'on s'attarde aux catégories d'émeutes, n'a une relation positive significative que pour les émeutes socio-économiques. Comprendons ici qu'au travers de l'indice de production alimentaire transparait la richesse économique du pays et donc indirectement de sa capacité à sustenter sa population.

D'une manière générale, on note que les variables de la sphère économique ont une forte relation avec la base logarithmique naturelle du taux d'émeutes. Si l'on s'attarde aux classifications d'émeutes on remarque une nouvelle fois la disparité qu'il existe dans la prévalence des relations avec les variables. Ainsi, la catégorie d'émeutes la plus influencée par les variables de la sphère économique sont les émeutes socio-économiques, alors que les deux autres ne le sont que faiblement.

### **3.1.3 Sphère sociale**

La sphère sociale se caractérise par l'environnement et les caractéristiques sociales dans lesquels évoluent les populations des différents pays. Différentes composantes viennent structurer cet environnement social. Pour en brosser le portrait, nous avons ici retenu 9 variables basées sur 3 grandes caractéristiques, à savoir la

---

<sup>44</sup> Que la Mongolie soit le pays avec le taux le plus bas peut surprendre si l'on ne connaît pas ce pays. En effet, le régime alimentaire mongol est principalement à base de viandes, de produits laitiers et de pâtes.

diversité de la population, l'évolution de son habitat et sa démographie. Le tableau 8 présente les analyses de corrélations entre les variables de la sphère sociale et la base logarithmique naturelle des taux d'émeutes.

Tableau 8. Corrélations entre les variables de la sphère sociale et la base logarithmique naturelle des taux d'émeutes

	Taux émeutes (LN) n=80	Taux émeutes ethniques-religieuses (LN) n=41	Taux émeutes socio-économiques (LN) n=55	Taux émeutes de masse-politiques (LN) n=43
Fractionnalisation ethnique	,351***	,275**	,246**	,075
Fractionnalisation langue	,147	,272**	-,027	-,095
Fractionnalisation religieuse	-,121	,190*	-,260**	-,141
Réfugiés	,098	,174	-,166	,060
Alphabétisation +15 ans	-,382***	-,090	-,481***	-,006
Urbanisation	-,373***	-,176	-,296***	-,117
Croissance de l'urbanisation	,373***	,157	,446***	-,031
Croissance de la population	,421***	,165	,435***	,037
Population 15-29 ans	,539***	,076	,492***	,206*

\* p<0,1 , \*\*p<0,5 , \*\*\*p<0,01

La première variable est composée de trois sous-variables qui sont les fractionnalisations ethniques, linguistiques et religieuses des pays. Ces trois variables, développées par Alesina et coll. (2003), peuvent être perçues comme étant les mesures de la mixité et donc de la construction identitaire. Comme le souligne Ouimet (2011, p14) : *«Plusieurs théories, notamment la théorie de la désorganisation sociale ou les théories du contrôle social, pourraient expliquer une relation positive entre hétérogénéité identitaire et violence »*. On peut ici se rendre compte que les différents aspects de la

---

La pomme de terre et le chou sont les principaux légumes, ne laissant que peut de place pour les autres aliments.

construction identitaire ont un impact différent selon que l'on regarde le taux d'émeutes ou les sous-catégories d'émeutes. Ainsi, l'indice de fractionnalisation ethnique a une relation positive très forte avec la base logarithmique naturelle du taux d'émeute. On comprendra ici que plus il existe de diversité ethnique, plus les chances de voir apparaître une émeute sont grandes. Cette relation reste significativement positive avec les bases logarithmiques naturelles des taux d'émeutes ethniques-religieuses et socio-économiques. La fractionnalisation de la langue n'est, en revanche, significativement reliée de manière positive qu'avec la base logarithmique naturelle du taux d'émeutes ethniques-religieuses. Enfin, la fractionnalisation religieuse et la base logarithmique naturelle du taux d'émeutes ethniques-religieuses sont les seuls à obtenir une relation positive significative. On comprendra ici que seulement dans le cadre de ce type d'émeutes l'importance de la diversité religieuse a un impact sur l'importance des émeutes.

La deuxième variable est le pourcentage de la population issue de l'accueil de réfugiés. Cette variable doit faire état de l'importance des minorités qui ne sont pas encore nécessairement intégrées. Les connaissances littéraires font état d'un fait intéressant. En effet, il est établi que les conflits avec les personnes issues de l'immigration n'apparaissent pas à la première génération, mais plutôt, et ce sans être majoritaire, avec les jeunes de deuxième et troisième générations qui peuvent alors être confrontés à une crise identitaire (Crul, 2008). Cet aspect se retrouve ici alors que l'on constate que la variable 'réfugiés' n'est significativement corrélée avec aucun des bases logarithmiques naturelles des taux d'émeutes et des sous-catégories.

La généralisation de l'instruction et des connaissances est avancée dans la littérature comme étant une explication plausible des émeutes (Todd & Courbage, 2007). Pour le vérifier, nous allons ici utiliser le taux d'alphabétisation des adultes de plus de quinze ans. On constate ici que la variable est fortement reliée au taux d'émeutes et cela de manière négative. C'est-à-dire que plus la population est instruite, moins il y aura de chance de voir éclater une émeute. Il convient ici de ne pas nier ce que la littérature a avancé jusqu'à présent et d'interpréter correctement les données. En effet, il faut souligner ici qu'il n'y pas de différenciation entre les niveaux d'alphabétisation. Nous avançons que des groupes permettraient de nuancer ces constatations en établissant probablement que ce sont les pays ayant une progression significative vers la connaissance qui connaissent des heurts. Cependant, l'alphabétisation de ces pays reste inférieure aux pays développés et donc la relation statistique apparaît comme négative.

Observons maintenant l'impact de l'urbanisation et de sa croissance. Mis à part pour le taux d'émeutes de masse-politique, on remarquera que les résultats sont diamétralement opposés, c'est-à-dire que les pays les plus à même d'être confrontés à des émeutes ont une urbanisation faible mais en forte expansion, ce qui est à l'image des pays en voie de développement. Enfin, conformément à la littérature spécifique aux émeutes ou sur la délinquance en général, on constate que la jeunesse de la population aura un fort impact sur le taux d'émeutes.

D'une manière générale, on observe que l'ensemble des variables de la sphère sociale a un fort impact sur la base logarithmique naturelle du taux d'émeutes, à



l'exception des fractionnalisations linguistique et religieuse, et des réfugiés. De manière plus spécifique, on est à même de constater une nouvelle fois que cette sphère n'agit pas de manière identique sur les différentes sous-catégories d'émeutes. Ainsi, les émeutes de masse-politiques semblent insensibles aux facteurs sociaux, alors que l'on doit définitivement prendre en considération les 3 index de fractionnalisation pour les émeutes ethniques-religieuses. Enfin, les émeutes socio-économiques semblent très influencées par la quasi-totalité des variables de la sphère sociale.

### **3.1.4 Sphère technologique**

Même si l'on peut concevoir que les caractéristiques technologiques d'un pays vont dépendre directement de son économie, nous avons précisé précédemment que l'on peut retrouver des discordances. C'est pour cette raison que nous maintenons notre intérêt à les traiter de manière distincte. Nous avons donc décidé de retenir et d'analyser 5 variables technologiques en lien avec la littérature et les deux concepts de privation et de communication qui ont été abordés auparavant. Le tableau 9 présente les analyses de corrélations entre les variables de la sphère technologique et la base logarithmique naturelle des taux d'émeutes.

Tableau 9. Corrélations entre les variables de la sphère technologique et la base logarithmique naturelle des taux d'émeutes

	Taux émeutes (LN) n=80	Taux émeutes ethniques-religieuses (LN) n=41	Taux émeutes socio-économiques (LN) n=55	Taux émeutes de masse-politiques (LN) n=43
Usagers d'internet	-,580***	-,147	-,401***	-,287***
Lignes téléphoniques fixes	-,542***	-,072	-,414***	-,215*
Souscriptions téléphones cellulaires	-,413***	-,052	-,313***	-,149
Accès amélioré à des installations sanitaires	-,271**	-,092	-,292***	-,055
Accès amélioré à une eau de qualité	-,444***	-,164	-,327***	-,176*

\* p<0,1 , \*\*p<0,5 , \*\*\*p<0,01

Les trois premières variables s'attardent au concept de la communication. Ce sont des variables qui font état des capacités à pouvoir rassembler et transmettre l'information. Ces variables sont le pourcentage d'utilisateurs d'internet dans la population, le pourcentage de lignes téléphoniques fixes et enfin le pourcentage de souscriptions à des téléphones cellulaires. Notons la forte constance relationnelle entre ces trois variables et les bases logarithmiques naturelles des différents taux d'émeutes, à l'exception du lien négatif marqué entre le pourcentage d'utilisateurs d'internet et la base logarithmique naturelle du taux d'émeutes de masse-politiques.

Les deux variables suivantes, reliées cette fois au concept de la privation, sont des indicateurs mondiaux développés par l'OMS<sup>45</sup> afin de mesurer le développement sanitaire des différents pays. La première des deux variables, à savoir l'accès amélioré à des installations sanitaires, permet d'évaluer le pourcentage de la population qui a accès à des

<sup>45</sup> Organisation Mondiale de la Santé

installations sanitaires convenables, comme la connexion à un égout ou à une fosse septique, où l'installation doit être privée ou partagée, mais non publique. La deuxième variable, soit l'accès amélioré à une eau de qualité, est définie par l'OMS comme étant le pourcentage de la population bénéficiant d'un accès raisonnable à une quantité suffisante d'eau provenant d'une source améliorée, comprenant entre autre le raccordement domestique à un réseau ou la récupération des eaux usées et des eaux de pluies. Notons ici que ces deux variables suivent la même logique relationnelle avec les différentes bases logarithmiques naturelles des taux d'émeutes, avec cependant une relation plus forte avec la variable d'accès amélioré à une eau de qualité. Cette nuance pourrait laisser penser que la nécessité du besoin fondamental d'accès à l'eau prime ici sur l'aspect sanitaire.

D'une manière générale on remarque que les variables de la sphère technologique sont toutes fortement reliées négativement au taux d'émeute. Lorsque l'on s'attarde aux sous-catégories d'émeutes, on note que seule la base logarithmique naturelle du taux d'émeutes socio-économiques est très fortement reliée négativement à ces variables, c'est-à-dire que plus les technologies seront développées dans un pays, moins il y aura de chance que ce dernier soit confronté à la problématique des émeutes. En revanche, la base logarithmique naturelle du taux d'émeutes de masse-politiques n'est fortement relié qu'à l'importance des usagers d'internet, alors que la base logarithmique naturelle du taux d'émeutes ethniques-religieuses ne l'est avec aucune variable.

Encore une fois, ces variables ne représentent pas une causalité dans le déclenchement d'émeutes mais demeurent de bons indicateurs pour mieux comprendre la dynamique des pays exposés à la problématique des émeutes.

## 3.2 Modélisation - Régressions linéaires multiples

Les tests statistiques bivariés que nous avons effectués précédemment, qu'il s'agisse d'analyses de corrélations ou de tests de moyennes, nous ont permis d'identifier les variables liées à la base logarithmique naturelle du taux d'émeutes. Mais, plus important encore, ces tests ont mis en lumière un aspect qui n'avait jusqu'ici jamais été abordé. En effet, il apparaît que les sous-catégories d'émeutes à travers le monde, comme nous les avons établies, sont le plus souvent soit insensibles à l'ensemble des facteurs composant une sphère de variables données, soit au contraire, on observe de fortes relations. Les résultats obtenus ne laissent ainsi que peu de place à l'entre deux et mettent en exergue une logique très forte de causalité entre l'évènement déclencheur de l'émeute et la sphère liée à ce même évènement.

Nous avons ainsi pu souligner le fait que les émeutes socio-économiques sont principalement liées aux sphères sociales et économiques (et donc intrinsèquement aux variables technologiques) et sans être insensibles à la sphère politique, alors que les émeutes de masse-politiques ne sont principalement liées qu'à la sphère politique. Plus nuancées, les émeutes ethniques-religieuses semblent surtout influencées par la sphère sociale, et plus particulièrement les indices de fractionnalisation ethnique, linguistique et religieuse.

Ces constatations vont nous permettre ci-après d'établir des modèles multivariés de régression multiple en mettant l'accent sur les sphères de variables qui ont

respectivement le plus d'importance. Cette approche va nous permettre d'assurer une bonne validité empirique de notre méthodologie en respectant les différents postulats<sup>46</sup> de la régression multiple, entre autre la bonne spécification des différents modèles.

Le tableau 10 présente les différents modèles de régression linéaire multiple que nous avons établis et devant permettre d'expliquer les variations des bases logarithmiques naturelles des différentes catégories d'émeutes pour notre échantillon de 80 pays entre 2000 et 2010. Ces modèles ont été établis en s'assurant que toutes les variables nécessaires ont été utilisées et qu'aucune variable sans intérêt n'a été utilisée. Conscient que la multiplication des facteurs d'une même sphère dans un même modèle statistique tend à réduire l'importance de la signification potentielle de certaines variables<sup>47</sup>, nous tenons à procéder de la sorte pour suivre la logique de prévalence respective que nous avons soulevée lors des analyses bivariées et ainsi couvrir le domaine de la façon la plus complète possible. C'est-à-dire que les modèles respectifs des sous-catégories d'émeutes sont majoritairement construits au travers des sphères qui ont été identifiées comme ayant de plus grandes relations significatives.

---

<sup>46</sup> Les postulats techniques de la régression multiple, à savoir l'absence de multicolinéarité entre les variables indépendantes, la linéarité et l'homoscédasticité (la variance des erreurs stochastiques de la régression est la même pour chaque observation), ont tous été respectés.

<sup>47</sup> Rappelons que l'absence de multicolinéarité a été testé pour chaque modèle de régression linéaire, évitant l'utilisation de variables trop fortement reliées.

Tableau 10. Analyses de régression multiple des bases logarithmiques naturelles des taux d'émeutes pour 80 pays entre 2000 et 2010

		Taux émeutes (LN) n=80	Taux émeutes ethniques-religieuses (LN) n= 41	Taux émeutes socio-économiques (LN) n= 55	Taux émeutes de masse-politiques (LN) n= 43
		Beta	Beta	Beta	Beta
Politique	Indice de démocratie <i>The Economist</i>	-,330**		-,443***	,406*
	Indice de démocratie <i>Freedom House</i>		-,328**		
	Pays ayant des élections libres				-,396**
	Corruption (i)				,514***
Économie	Chômage	,171*	,269**	,101	
	PIB <i>per capita</i> (LN)	-,349*		,546**	
	Indice des inégalités des revenus Gini			,226**	
	Indice de production alimentaire	-,129			
Social	Croissance population urbaine				-,589***
	Population urbaine		-,186*		
	Population des 15-29 ans	,252*			
	Dépenses militaires	,165*	,258***		,200*
	Dépenses en santé			-,245*	
	Alphabétisation adultes +15 ans			-,378***	
	Indice de fractionnalisation ethnique		,253**		
	Indice de fractionnalisation religieuse		,185*		
Technologie	Installations sanitaires améliorées	,385***			
	Accès à une source d'eau améliorée				-,377**
	Souscriptions téléphones cellulaires		,559***		
R <sup>2</sup>		50%	33%	40%	33%
Signification du F		,000	,000	,000	,000

\*p<0,1 , \*\*p<0,5 , \*\*\*p<0,01

(i) = valeurs inversées pour faciliter la compréhension de la lecture des résultats

Le premier modèle explique 50% de la variance du taux global d'émeutes et représente un modèle statistique destiné à concevoir les émeutes dans leur ensemble. Ce modèle global, composé de 7 variables réparties dans les différentes sphères PEST, montre que l'indice de démocratie est lié à un taux d'émeutes moindre, c'est-à-dire que plus la démocratie sera ancrée dans la société, moins le pays sera enclin à être confronté à des émeutes. Le chômage, quant-à lui, est faiblement lié au taux d'émeutes de manière positive. La base logarithmique naturelle du PIB *per capita* est le deuxième prédicteur le plus fort pour prédire le taux d'émeutes. Ainsi, les pays dont les populations sont globalement les mieux nanties ont des taux d'émeutes plus faibles. L'indice de production alimentaire n'est pas lié aux taux d'émeutes dans ce modèle. La jeunesse de la population demeure un prédicteur intéressant, et ce en conformité avec les études sur la délinquance en générale. Ainsi, les pays ayant une population plus jeune seront donc plus contestataires et se satisferont moins de leur situation que les populations plus âgées. Les dépenses militaires sont également significatives mais de manière faible. Ainsi, un pays favorisant les dépenses militaires, au détriment de l'investissement social, seront plus exposés aux émeutes, ou vis-versa. Enfin, la qualité des installations sanitaires devient ici notre plus fort prédicteur du taux d'émeutes. On comprendra que cette variable multi-niveaux est un indicateur des capacités d'investissement de l'État dans ses infrastructures et donc intrinsèquement du confort de vie des populations. Ainsi, plus les infrastructures sanitaires seront de qualité, moins la population sera enclin à manifester violemment ses désaccords.

Le deuxième modèle est spécifique aux émeutes ethniques-religieuses et explique 33% de la variance du taux. Il se compose de 7 variables, principalement issues de la sphère sociale. L'indice de démocratie, comme perçu par la population, est fortement lié aux taux d'émeutes ethniques-religieuses de manière négative. C'est-à-dire que les pays les plus démocratiques sont moins à risque d'être le théâtre d'émeutes de ce type. Le chômage, quant-à lui, est positivement lié au taux, indiquant que plus il est élevé, plus les conflits ethniques-religieux ont des chances de survenir. Il apparaît donc que, comme avancé dans la littérature, l'accès à l'emploi devient potentiellement une source de conflit entre les groupes ethniques. Le pourcentage de population urbaine est négativement lié au taux d'émeutes ethniques-religieuses. On comprendra ici que, dans l'absolu, les pays plus ruraux ont une plus grande tendance à connaître des conflits ethniques et religieux. Une nouvelle fois, les dépenses militaires en pourcentage du PIB révèlent des climats propices aux tensions ethniques-religieuses, cette fois de manière prononcée. Lorsque l'on considère l'identité des populations, on remarque que les indices de fractionnalisation ethnique et religieuse sont liés positivement au taux d'émeutes de cette catégorie. Ainsi, la diversité identitaire devient problématique dans la résultante globale. Enfin, et étonnamment je dirais, le prédicteur le plus important de ce modèle statistique est une représentation du développement technologique. Il s'agit du pourcentage de souscriptions de téléphones cellulaires. Cette constatation peut surprendre mais reflète et dépeint le portrait de pays en transition dans des différentes sphères de composition, les pays émergents.



Le troisième modèle statistique s'applique aux émeutes socio-économiques et explique 40% de la variance du taux. Il se compose de 6 variables principalement issues des sphères sociales et économiques. L'indice de démocratie est ici très fortement lié de manière négative au taux d'émeutes socio-économiques. Ainsi, les pays ayant une démocratie plus faible seront plus à même d'être confrontés à des émeutes de ce type. La sphère économique est ici très intéressante. Elle nous montre que les pays doivent ultimement avoir un PIB *per capita*, qui est notre prédicteur le plus fort, plus élevé que la moyenne mais avec de fortes inégalités dans la distribution des richesses. Cette relation se ressent également lorsque l'on considère les dépenses en santé et donc les réinvestissements de l'État dans l'attention aux citoyens. On remarque qu'elle sont significativement liées de manière négative au taux d'émeutes socio-économiques. Enfin, le taux d'alphabétisation des adultes de plus de 15 ans est également un fort prédicteur de notre modèle. Il est à noter que cette variable est significativement liée de manière négative au taux d'émeutes socio-économiques, et donc que les pays dont la population est moins éduquée est plus à risque de voir des émeutes de ce type éclater. Une nouvelle fois, nous tenons à rappeler ici l'importance de faire une distinction entre illettrisme total et la croissance du savoir au sein de la population.

Le quatrième modèle explique 33% de la variance du taux d'émeutes de masse-politiques et est composé de 6 variables majoritairement issues de la sphère politique. Ce modèle fait état d'une situation des plus anecdotiques. En effet, la sphère politique est ici représentée par 3 variables. Si, comme on peut légitimement s'y attendre, la variable corruption est très significativement liée de manière positive au taux d'émeutes de masse-

politiques, les deux autres variables sont en opposition. Ainsi, les variables indice de démocratie et pays ayant des élections libres sont toutes les deux liées au taux, mais le sens de la relation est opposé. Les pays font ici état d'une démocratie plus forte que la moyenne, jumelé à l'imperfection du processus décisionnel de la population. On décrit donc indirectement des pays en voie de développement dont la structure politique vacille entre les différents types de démocraties imparfaites. L'aspect social est ici souligné par le meilleur prédicteur du modèle, c'est-à-dire, la croissance de la population. On note que plus la croissance de la population urbaine sera forte, moins il y aura d'émeute, ce qui correspond à des pays à caractère plus rural ou qui ont atteint un seuil de développement urbain. Ce seuil peut souvent être perçu comme un frein involontaire au développement et à l'accès égalitaire aux différentes richesses potentiellement disponibles. La variable dépenses militaires est une nouvelle fois liée positivement au taux d'émeutes de masse-politiques. Enfin, la variable technologique retenue, à savoir l'accès à une source d'eau améliorée, est reliée négativement aux émeutes de masse-politiques. Cet aspect laisse entrevoir un manque de développement des infrastructures comme ayant une relation avec la hausse du taux de ce type d'émeutes.

### **3.3 Applications pratiques**

L'équation de régression multiple nous permet de calculer les valeurs prédites des taux d'émeute pour chaque pays, en fonction de leurs caractéristiques. Le tableau 11

présente les résultats des analyses de régression multiple et fait ainsi état des valeurs nettement inférieures et supérieures aux taux d'éméutes prédits. Pour une meilleure visualisation, nous avons repris le code des couleurs qui classent les pays selon leur classification ONU et que nous avons utilisé précédemment dans le diagramme de dispersion entre la base logarithmique naturelle du PIB *per capita* et la base logarithmique naturelle du taux d'éméutes.

Tableau 11. Les pays qui montrent les écarts les plus importants entre la valeur prédite et la valeur observée

Pays pour lesquels la base logarithmique naturelle du taux d'éméutes est nettement inférieur au taux prédit				Pays pour lesquels la base logarithmique naturelle du taux d'éméutes est nettement supérieur au taux prédit			
Pays	Taux observé	Taux prédit	Résidu	Pays	Taux observé	Taux prédit	Résidu
Portugal	-1,66	,39	-2,05	Grèce	2,22	,57	1,64
Indonésie	-1,29	,43	-1,71	Yougoslavie	2,91	1,26	1,64
Allemagne	-1,96	-,30	-1,65	Somalie	3,78	2,21	1,56
Brésil	-1,30	,23	-1,53	Islande	,92	-,62	1,54
Hongrie	-,81	,50	-1,31	Guatemala	2,35	,95	1,39
Russie	,18	1,47	-1,30	Pérou	2,08	,70	1,37
Norvège	-1,81	-,53	-1,28	Venezuela	2,12	,78	1,33
Suède	-1,79	-,53	-1,25	Israël	2,67	1,34	1,33

Des premières constatations, il ne ressort pas d'explication flagrante qui justifierait les variations, qu'elles soient positives ou négatives. Dans le cas des valeurs nettement inférieures au taux prédits par l'équation de régression multiple, on remarque tout de même que 4 des 8 pays dont les résidus négatifs sont les plus importants, sont des pays industrialisés.

Si l'on observe maintenant les cas des valeurs nettement supérieures aux taux prédits par l'équation de régression multiple, on remarque 3 choses importantes.

Premièrement l'ex-Yougoslavie, la Somalie et Israël sont, ou ont été, le théâtre de conflits armés soutenus. Deuxièmement, la Grèce et l'Islande ont subi de plein fouet les conséquences de la crise économique, avec les conséquences que nous avons présentées précédemment. Enfin, les 3 pays d'Amérique latine représentés ici, à savoir le Guatemala, le Pérou et le Venezuela ont tous des coefficients d'inégalités Gini parmi les plus élevés de notre échantillon. On peut donc dire que si on ne trouve pas de trame commune pour expliquer ces résidus positifs extrêmes, on remarquera que ces pays ont des caractéristiques particulières ou temporaires qui tendent à expliquer ces variations.

Notons que les pays arabes sont absents de ces résidus extrêmes, alors que les pays asiatiques et africains sont nettement sous-représentés. Comprenons ici que ces pays se conforment très bien à l'équation de régression multiple que nous avons établie. Également, nous avons testé notre modèle de régression multiple sur l'ensemble des pays arabes de notre échantillon qui ont été touchés de près ou de loin par les événements du Printemps Arabe de 2011. Le tableau 12 fait état des écarts entre les valeurs observées et les valeurs prédites pour les pays de notre échantillon touchés par le Printemps Arabe de 2011.

Tableau 12. Écarts entre les valeurs observées et les valeurs prédites pour les pays de notre échantillon touchés par le Printemps Arabe de 2011

Pays	Taux Observé	Taux prédit	Résidu
Algérie	3,20	1,93	<b>1,27</b>
Tunisie	1,74	1,73	<b>,01</b>
Maroc	1,20	1,60	<b>-,40</b>
Yémen	2,14	2,53	<b>-,39</b>
Égypte	1,55	2,20	<b>-,65</b>
Iran	1,04	2,28	<b>-1,24</b>

Il est ici aussi intéressant que satisfaisant de constater qu'un seul pays, l'Algérie, est sous-estimé par notre modèle statistique de régression multiple. On observe ensuite une correspondance pour la Tunisie entre le taux observé et le taux prédit. Pour les autres pays, à savoir, le Maroc, le Yémen, l'Égypte et l'Iran, les taux prédits sont supérieurs aux taux observés. Dans l'absolu, on peut dire que le modèle global adopté ici estime, selon les critères retenus, que les émeutes devraient être plus importantes dans ces pays. Cet aspect représente une avancée non négligeable dans l'approche de la compréhension des émeutes à travers le monde. En effet, en suivant une méthodologie rigoureuse, nous arrivons à la conclusion qu'il est raisonnable, sans dire primordial, d'adopter une nouvelle approche globale dans la compréhension des émeutes à travers le monde. Cette approche ne saurait évidemment pas remplacer l'étude des événements au cas par cas, mais doit permettre d'ouvrir de nouveaux horizons dans ce domaine contemporain.

Le tableau 13 représente le modèle que nous avons testé en reprenant les mêmes variables que le modèle de *The Economist*. Par curiosité, nous nous sommes attardés à tester les variables avancées par le *Shoe thrower's index* de *The Economist* dans un modèle statistique de régression linéaire multiple. On peut donc constater que, si le modèle n'est pas significatif (Sig. = 0,14), il ne respecte pas non plus les postulats techniques de la régression linéaire multiple car il fait état de problématique de multicolinéarité, annulant la validité empirique de cette approche brute.

Tableau 13. Analyses de régressions multiples des bases logarithmiques naturelles des taux d'émeutes pour 80 pays entre 2000 et 2010 en accord avec the shoe trower's index de The Economist.

	Taux émeutes Masse / Politiques (LN)	
	Beta	Tolérance multicolinéarité (doit être > à ,200)
Type de régime politique	-,057	,456
Indice de démocratie	-,166	<b>,146</b>
Corruption	,410**	<b>,132</b>
Liberté de Presse	-,277*	,403
PIB <i>per capita</i> (LN)	,181	<b>,129</b>
Alphabétisation adulte +15 ans	,128	,577
Population des 15-29 ans	-,004	,245
Utilisateurs d'internet	-,105	<b>,102</b>

\* p<0,1 , \*\*p<0,5 , \*\*\*p<0,01

## 4 Conclusion

En règle générale, les résultats obtenus dans ces analyses statistiques multivariées dépeignent des portraits différents de pays mais ont ceci en commun, à savoir qu'il s'agit de sociétés en changement. Ces changements, qu'ils soient d'ordre politique, économique et/ou social, nous montrent que les pays types ne sont ni des démocraties parfaites, ni des régimes dictatoriaux. Ils sont plutôt des pays qui se cherchent et qui évoluent au travers des événements qui les structurent. N'oublions pas que l'Histoire se répète et que les conflits sociaux d'hier ont modelé les pays industrialisés d'aujourd'hui. On remarquera donc que si la littérature s'accorde à dire que les pays plus démocratiques seront plus exposés à la problématique des émeutes, il appert qu'en fait ce sont les pays intermédiaires qui seront plus sujets aux violences collectives. En effet, ces pays autorisent potentiellement la contestation et leurs populations évoluent dans une dynamique qui aspire à de meilleures conditions de vie, alors que les populations des pays les plus démocratiques et les plus riches ont moins besoin d'user de violence pour arriver à leurs fins.

Un autre aspect remarquable de cette recherche est le fait que l'on vient souligner, au travers des analyses bivariées et multivariées, qu'une multitude de facteurs des différentes sphères politiques, économiques, sociales, et technologiques est liée, à différents niveaux, à la dynamique des émeutes. En effet, en accord avec la littérature, nous sommes ici en mesure d'appuyer à quel point ces multiples facteurs, qu'ils soient en

lien direct ou par un processus de multi-causalité, structurent des environnements complexes favorisant ainsi l'émergence des contestations violentes.

Que les contextes favorables donnent lieu ou non à des émeutes sera en grande partie dû à la perception des populations et les moyens qu'ils se donnent au travers de l'interactionnisme symbolique. Gould avance que les mouvements sociaux et les émeutes ne sont pas tant le fruit de la lutte des classes que de l'interaction et de la structuration des groupes qui vont permettre une organisation, même éphémère, ayant pour finalité de canaliser les contestations. Si l'on s'attarde aux résultats des analyses obtenus, on peut remarquer qu'il existe une logique structurelle sociétale qui va favoriser cette dynamique soulignée par Gould. En effet, étant donné que des modèles statistiques peuvent être établis au regard des facteurs sociétaux, la problématique des émeutes ne relève donc pas d'un processus irrationnel mais bien d'une logique sociétale ou le seuil de basculement sera dicté par les valeurs culturelles du pays. Comprenons ici que si un ensemble de facteurs est réuni à un instant T, le contexte pourra ou non basculer vers des violences collectives en fonction de la culture et des moyens de réponse de la population. Les résultats pourront donc varier en fonction du pays concerner. Également, on constate ici que les technologies de communications modernes qui permettent de structurer des groupes au delà des zones de vies, comme on pouvait les concevoir au 19<sup>e</sup> et 20<sup>e</sup> siècle, viennent amoindrir l'importance du facteur d'urbanisation sans toute fois en retirer le rôle primaire d'agent identitaire.



Également, lorsque l'on traite de la problématique des émeutes, il convient de définir si l'on souhaite traiter le sujet dans sa globalité ou si on se consacre à une typologie particulière d'émeutes. En effet, l'étude montre à quel point les facteurs agissent différemment, dépendamment de la dynamique d'émeutes considérées.

Si la structure de notre cadre théorique multi niveaux visant la dynamique d'émergence des émeutes ne permet pas d'expliquer de manière définitive les variations des taux d'émeutes, il permet en revanche d'illustrer comment les trois phases<sup>48</sup> des émeutes, entrent en interaction et s'autoalimentent pour conditionner la résultante du conflit. Les analyses statistiques permettent, quant-à elles, de mieux cerner les variations des taux d'émeutes. On comprendra ici que, comme le souligne Renn et coll. (2011), la dynamique émeutière répond à une logique situationnelle et sociale qui vient conditionner la résultante au rythme des actions posées par les différents acteurs de la problématique. La juxtaposition d'un cadre théorique multi niveaux et d'analyses statistiques appropriées permet de jeter un nouveau regard sur la problématique des émeutes à travers le monde, justifiant ainsi la nécessité de considérer cette problématique à un échelon macroscopique.

---

<sup>48</sup> Que nous avons appelé :le contexte favorable, le basculement, la contagion.

## 4.1 Limites

- Impartialité de catégorisation des émeutes :

Où s'arrêtent les émeutes de masse-politiques et où commencent les guerres civiles? Les émeutes de la faim, ou de la vie chère sont-elles des émeutes à caractère économique, social ou politique? Conscient du fait qu'il est très difficile dans un premier temps de simplifier la catégorisation des émeutes en seulement 3 typologies (certains auteurs parlent de près de 70 catégories), il est encore plus délicat de les cataloguer, dans un deuxième temps, pour la simple et bonne raison que les causes et dynamiques sont souvent multiples et inter-reliées. En effet, les causes prises séparément ne suffiraient pas à déclencher à elles seules les émeutes, mais ce sont les interactions de ces facteurs et des comportements individuels et groupaux qui vont entraîner un climat favorisant l'apparition des violences collectives. Pour les classer nous nous sommes donc basés sur ce qui semblait être la cause principale de l'évènement. Au regard de la prévalence des différentes sphères pour chaque catégorie d'émeutes, on est en droit d'affirmer que notre classification est efficace, en ce sens que les fortes variations des variables PEST coïncident avec les classifications des émeutes. Cette constatation constitue en elle-même un pas important vers la considération globale et quantitative de la problématique des émeutes.

- Représentativité non exhaustive de l'échantillon

L'échantillon d'émeutes que nous avons relevé est très loin d'être exhaustif. Cependant, les événements recensés sont les plus représentatifs et les plus couverts médiatiquement. Les deux moyens de contrôle statistique liés premièrement, à la fréquence par l'indice de liberté de presse et deuxièmement, à la taille du pays par la population, doivent nous permettre de corriger l'ordre d'importance sans toute fois inventorier la totalité des émeutes. En revanche, dans un monde idéal, et pour renforcer les constatations qui ont été faites, il serait remarquable de pouvoir disposer d'une base de données qui retracerait l'ensemble des émeutes à travers le monde.

- Impossibilité d'utiliser la totalité des variables potentiellement identifiées.

Il est regrettable que certaines variables potentielles, identifiées<sup>49</sup> dans la littérature comme ayant un lien plus ou moins direct avec les émeutes, ne peuvent à se jour pas être utilisées dans nos analyses statistiques. Il ne nous a en effet pas été donné la possibilité d'accéder à des données publiques permettant des comparaisons à l'échelon mondial.

---

<sup>49</sup> Comme la législation, la structure et le fonctionnement de la police, les méthodes de contrôle de foule, l'Histoire sociale, les politiques syndicales, ou encore la qualité de la gestion du parc urbain, pour ne nommer que celles-là.

- Concept exploratoire

Il est important ici de ne pas perdre de vue le fait que nous proposons une nouvelle approche sur un mode exploratoire et que la méthodologie et les concepts utilisés feront certainement l'objet de critiques. Cependant, ce sont ces approches primaires qui permettent de développer ultérieurement des connaissances approfondies, une fois que les travaux auront été critiqués de manière constructive.

## **4.2 Synthèse et apports**

Au cours de cette recherche empirique nous avons essayé de concevoir la problématique des émeutes sous un nouvel angle, à savoir de manière mondiale et par une méthodologie quantitative. La difficulté lorsque l'on s'engage dans une recherche exploratoire réside souvent dans le fait que l'on manque de balises et que l'on doit donc toujours compenser par une analyse et une orientation plus personnelle de la problématique. Malgré les difficultés rencontrées nous avons pu mettre en exergue un nombre important de points nouveaux ouvrant potentiellement la voie à de nouvelles recherches sur le sujet.

Dans un premier temps, nous avons remarqué que les émeutes dans leur globalité sont significativement reliées, dans des proportions variées, aux quatre sphères de

variables politiques, économiques, sociales et technologiques. Cette remarque à elle-seule indique le bienfondé de considérer les émeutes de manière globale et quantitative.

Dans un deuxième temps, nous avons établi que les différentes typologies d'émeutes, sommes toutes relativement génériques, répondent statistiquement et de manières différentes à des caractéristiques intrinsèques des pays. Nous avons ainsi remarqué que les émeutes de masse-politiques sont principalement sensibles aux facteurs politiques des pays. Les émeutes socio-économiques de notre échantillon sont quant à elles fortement liées aux variables des sphères sociales et économiques. Enfin, les émeutes de type ethniques et religieuses sont liées aux variables de fractionnalisation appartenant à la sphère sociale et sensiblement aux variables de la sphère économique. Si ces constatations peuvent sembler tautologiques, en fait il n'en est rien. Il convient ici de rappeler que les connaissances en la matière font état de liens entre une ou plusieurs variables et les émeutes en général. Ce que nous avons identifié ici revêt un caractère bien différent, en cela qu'il apparaît que les sphères de variables, comme nous les avons établies, ont un lien direct avec certains types d'émeutes. Ainsi, il est mis de l'avant le fait que les différentes raisons centrales des émeutes coïncident avec les contextes et répondent à une logique quantitative soutenue.

Nous tenons ici à préciser que la sur-catégorisation des émeutes, comprenez ici un trop grand nombre de catégories d'émeutes, aurait certainement tendance à enlever de la validité à la recherche. En effet, nous avons établi, en accord avec la littérature, que les

émeutes ne sont souvent pas dues à une seule cause mais sont plutôt un amalgame de causes et de conséquences qui résultent en des violences collectives. Si l'on crée donc un trop grand nombre de catégories d'émeutes, il deviendra impossible de reconnaître le principe d'interaction causale qui définit les émeutes. Nous pouvons donc stipuler dans ce cas qu'une trop grande précision catégorielle affecterait paradoxalement la validité empirique de la recherche.

Troisièmement, nous avons trouvé que l'établissement d'un modèle statistique global est en mesure de devenir un indicateur sur la prévalence des émeutes. Il convient cependant de réaliser qu'un modèle valable à un instant  $t$ , ne l'est qu'à ce moment précis et que l'importance des variables associées sont amenées à changer avec le temps et les changements des conjonctures politiques, économiques et sociales. Il faut également reconnaître que le fait d'avoir pu établir un modèle statistique testé vient consolider l'approche selon laquelle les émeutes peuvent être, sinon prédites, considérées dans leur globalité. En effet, il serait risqué de prétendre pouvoir prédire un phénomène social avec précision.

### **4.3 Perspectives**

Maintenant que nous avons posé les premiers jalons d'une approche quantitative de la problématique des émeutes à travers le monde il serait intéressant de palier les différentes problématiques rencontrées lors de recherches futures.

Le premier aspect à travailler est, selon nous, l'élaboration d'une base de données exhaustive des émeutes qui, en collaboration avec les gouvernements ou en auto-inventaire, devrait permettre de travailler la problématique en augmentant considérablement la fiabilité des résultats obtenus.

Le deuxième point pourrait résider dans l'établissement par une instance internationale comme l'ONU des différentes typologies d'émeutes. Cette classification devrait permettre d'uniformiser les recherches qui sont faites sur le sujet en fonction des critères motivationnels, structurels et de l'ampleur de chaque événement.

Enfin, la création de bases de données relatives aux variables indépendantes potentielles manquantes pourrait permettre une analyse multivariée plus spécifique et donc une compréhension plus approfondie de la problématique, tout en respectant l'approche recommandée ici.





## Bibliographie

- Abbnick, K., Masclet, D., & Mirza, D. (2011). *Inequality and Riots – Experimental Evidence*. Série Scientifique, CIRANO: Centre Interuniversitaire de Recherche en ANalyse des Organisations.
- Alesina A., Devleeschauwer A., Easterly W., Kurlat S., Wacziarg R. (2003). *Fractionalization*. Journal of Economic Growth, No.08, pp155-194.
- Bellemare, M. (2011). *Rising Food Prices, Food Price Versatility, and Political Unrest*. Available at Social Science Research Network: <http://ssrn.com/abstract=1874101> , p42.
- Bertho, A. (2009). *Le temps des émeutes*. Éditions Bayard. p272.
- Bleich, E., Caeiro, C. et Luehrman, S. (2010). *State responses to ‘Ethnic Riots’ in liberal democracies: evidence from Western Europe*. European Political Science Review , No.02, pp.269-295
- Blumer, H. (1969). *Symbolic Interactionism: Perspective and Method*. University of California Press.
- Boucher, M. (2007). *Le retour des bandes de jeunes? Regards croisés sur les regroupements juvéniles dans les quartiers populaires*. Pensée plurielle, No.14, De Boeck Université.
- Brewer, J.D., Guelke, A., Hume, I., Moxon-Browne, E. & Wilford, R. (1996). *The Police, Public Order, and the State*. Palgrave Macmillan Press, p280.
- Brodeur, J.P., Mulone, M., Ocqueteau, F., & Sagant, V. (2008). *Brève analyse comparée internationale des violences urbaines*. CIPC et CICC. Rapport rédigé à la demande du Service de Police de la Ville de Montréal.
- Bruneteaux, P. (1993). *Cigaville : Quand le maintien de l'ordre devient un métier d'expert*. Cultures & Conflits, Vol.10, No.09, pp.227-247.
- Cloward, R. et Piven, F. (1971). *Regulating the Poor*. New York, Random House. p296.
- Cohen, S. (1972). *Folk Devils and Moral Panics: The Creation of the Mods and Rockers*. Oxford: Martin Robertson.
- Crul, M. (2008). *La deuxième génération en Europe*. Diversité canadienne : ‘les expériences des Canadiens de la deuxième génération’, Vol.06, No.02, pp.19-22.
- Cusson, M. (2011). *Les cycles de la criminalité et de la sécurité*. Revue internationale de criminologie et de police technique et scientifique, LXIV (2), pp.131-154.
- De Armond, P. (2001). *Netwar in the Emerald City: WTO Protest Strategy and Tactics*. Dans Networks and Netwars: the Future of Terror, Crime, and Militancy. Chapitre 4, Arquilla J. et Ronfeldt D.F., éditeurs, p375.

- De Lint, W. (2004). *Public order policing in Canada: an analysis of operations in recent high stakes events*. p70.  
[http://www.attorneygeneral.jus.gov.on.ca/inquiries/ipperwash/policy\\_part/research/pdf/deLint.pdf](http://www.attorneygeneral.jus.gov.on.ca/inquiries/ipperwash/policy_part/research/pdf/deLint.pdf)
- Della Porta, D. (1998). *Police Knowledge and Protest Policing: Some reflections on the Italian case*. Dans Policing Protest: The Control of Mass Demonstrations in Western Europe, Chapitre 10. University of Minnesota Press.
- Della Porta, D. (2004). *Démocratie en mouvement. Les manifestants du Forum social européen, des liens aux réseaux*. Politix, Vol.17, No.68. pp49-77.
- Della Porta, D. (2008). *L'altermondialisme et la recherche sur les mouvements sociaux. Quelques réflexions*. Cultures & Conflits. No.70
- Della Porta, D., Andretta, M., Mosca, L., & Reiter, H. (2006). *Globalization from Below : Transnational Activists and Protest Networks*. Minneapolis: University of Minnesota Press, p300.
- Della Porta, D. et Mosca, L. (2010). *Build Locally, Link Globally: The Social Forum Process in Italy*. American Sociological Association, Vol.16, No.01, pp63-81.
- Della Porta, D. et Reiter, H. (2006). *Antimondialisation et ordre public: Le sommet du G-8 à Gênes*. Dans Police et Manifestants. Maintien de l'ordre et gestion des conflits. Della Porta, D. & Fillieule, O. (Eds), Paris, Presses de Sciences Po, 2006, pp281-305.
- Didier, E. (2011). *'Compstat' à Paris: initiative et mise en responsabilité policière*. Champ pénal / Penal field, nouvelle revue internationale de criminologie [en ligne], Vol. VIII. Mis en ligne le 25 mars 2011. <http://champpenal.revues.org/7971>
- Donson, F., Chesters, G., Welsh, I. & Tickle, A. (2004). *Rebels with a Cause, Folk Devils without a Panic: Press jingoism, policing tactics and anti-capitalist protest in London and Prague*. Internet Journal of Criminology.
- Dufresne, D. (2007). *Maintien de l'ordre : Enquête*. Hachette littérature. Les Docs, p334.
- Dupuis-Déri, F. (2006). *Broyer du noir. Manifestations et répression policière au Québec*. Les ateliers de l'éthique, La revue du CRÉUM, Vol.01, No.01.
- Dupuis-Déri, F. (2010). *G20: N'attendez plus les barbares, ils sont là. En pensant aux amis en prison à Toronto*. Journal le Devoir. 29 juin 2010.  
<http://www.ledevoir.com/international/actualites-internationales/291694/g20-n-attendez-plus-les-barbares-ils-sont-la>
- Ferreira Freitas, R. (2007). *Au nom de la violence : une étude des représentations du journal O Globo sur les manifestations des étudiants français en 2006*. Sociétés, No.96.
- Fernandez, L. (2005). *Policing Space: Social Control and the Anti-Corporate Globalization Movement*. The Canadian Journal of Police & Security Services, Vol.03, No.04.

- Frank, J.A. (1984). *La dynamique des manifestations violentes*. Revue canadienne de science politique, Vol.17, No.02, p325-349.
- Garcin-Marrou, I. (2007). *Des jeunes et des banlieues dans la presse de l'automne 2005: entre compréhension et relégation*. Espaces et Sociétés, No128-129.
- Gladwell, M. (2000). *The Tipping Point. How Little Things Can Make a Big Difference*. Little Brown eds., p304.
- Gould, R.V., (1995). *Insurgent Identities: Class, Community, and Protest in Paris from 1848 to the Commune*. University of Chicago Press, p253.
- Granovetter, M. (1978). *Threshold Models of Collective Behavior*. American Journal of Sociology, Vol.83, No.06, pp1420-1443.
- Greer, C., et McLaughlin, E. (2010). *We Predict a Riot?: Public Order Policing, New Media Environments and the Rise of the Citizen Journalist*. British Journal of Criminology, Vol.50, No.06.
- Grodzins, M. (1958). *The Metropolitan Area as a Racial Problem*. University of Pittsburgh Press, p28.
- Gurr, T. (1970). *Why Men Rebel*. Princeton, NJ: Princeton University Press.
- Hadj-Moussa, R., &Wahnich, S. (2011). *Riots: Protest from the Margins or the Margins of Protest? Reconsidering Riots in the Mediterranean and Beyond*. 12th Mediterranean Research Meeting.
- Horowitz, D. (2001). *The Deadly Ethnic Riot*. University of California Press, p605.
- Hsieh, A. (2009). *Does World Bank Involvement Cause Political Unrest?* Journal of Politics & International Affairs, NYU, Vol.V. pp139-147.
- Justino, P. (2005). *Redistribution and Civil Unrest*. American Economic Association meeting, Philadelphia, p37.
- Kekik, L. (2007). *The Economist Intelligence Unit's Analysis of Democracy*. The Economist.
- King, M. (2004). *D'une gestion policière réactive à la gestion des manifestants? La police et les manifestations anti-mondialisation au Canada*. Cultures & Conflits, No.56.
- Koff, H. (2009). *Understanding 'La contagion': Power, Exclusion and Urban Violence in France and the United States*. Journal of Ethnic and Migration Studies, Vol.35, No.05.
- Kokoreff, M. (2006). *Sociologie de l'émeute. Les dimensions de l'action en question*. Déviances et Société, Vol.30, No.04.
- Krug, E.G. (2002). *La violence collective*. Dans *Rapport mondial sur la violence et la santé*, Chap.8, Organisation Mondiale de la Santé, Genève.

- Lagrange, H. (2006). *La structure et l'accident*. Dans *Émeutes urbaines et protestation, une singularité française*, Sous la direction de Lagrange, H. et Oberti, M. Presses de Sciences-Po, pp105-130.
- Lagrange, H. (2008). *Émeutes, ségrégation urbaine et aliénation politique*. Revue Française de Science Politique, Vol.58, No.03. Presses de Sciences Po.
- Lapeyronie, D. (2006). *Les émeutes urbaines, en France, en Grande-Bretagne et aux États-Unis*. Regard sur l'actualité, n°319, Paris, La Documentation française, pp.05-14.
- Le Bon, G. (1895). *Psychologie des foules*. Nouvelle édition, 1963. Paris : Les Presses universitaires de France.
- Lichbach, M. (1987). *Deterrence or escalation? The puzzle of aggregate studies of repression and dissent*. Journal of Conflict Resolution, Vol.31, pp266-297.
- McPhail, C. et McCarthy, J.D. (2005). *Protest Mobilization, Protest Repression and Their Interaction*. Dans *Repression and Mobilization*, de Davenport, C., Johnston, H., & Mueller, C., University of Minnesota Press.
- Mohammed, M. et Mucchielli, L. (2006). *La police dans les quartiers populaires : un vrai problème !*, Mouvements, Vol.02, No.44, pp58-66.
- Mucchielli, L. (2001). *L'expertise policière des 'violences urbaines'*. Informations sociales, No.92, pp.14-23.
- Morenoff, J.D.; Sampson, R.J.; Raudenbush, S.W. (2006) *Neighborhood, Inequality, Collective efficacy and the Spacial Dynamics of Urban Violence*, Report No. 00-451, Populations Studies Centre at the Institute for Social Research. University of Michigan.
- Nicolas, J. (2002). *La Rébellion française, 1661-1789*. Éditions du Seuil.
- OND, (2006). *Bulletin mensuel de l'observatoire national de la délinquance, Criminalité et délinquance enregistrées en juillet 2006*. No.Août 2006.  
<http://www.inhesj.fr/fichiers/archives/ond-bulletinmensuel-aout2006.pdf>
- Oliver, P.E et Myers, D.J. (1998). *Diffusion Models of Cycles of Protest as a Theory of Social Movements*. Paper presented at the Tri-Annual Meetings of the International Sociological Association: RC 48--Social Movements, Collective Action, and Social Change.
- Ouimet, M. (2011). *Un monde d'homicides*. Champ pénal / Penal field, nouvelle revue internationale de criminologie [en ligne], Vol. VIII. Mis en ligne le 24 mars 2011.  
<http://champpenal.revues.org/7966>
- Olzak, S. et Shanahan, S. (1996). *Deprivation and Race Riots: an Extension of Spilerman's Analysis*. Social Forces, Vol.74. pp.931-961
- Ossman, S. et Terrio, S. (2006). *The French Riots: Questioning Spaces of Surveillance and Sovereignty*. International Migration, Vol.44, No.2, pp05-21.

- Patsias, C. (2007). *Civilité et comités de citoyens marseillais et québécois: des réactions à l'insécurité aux fondements des politiques publiques*. Lien social et politiques, No.57, pp.47-61.
- Piednoir, J. (2008). *La police à l'épreuve des incivilités: la dynamique du désordre*. Édition L'Harmattan, Collection : « Sciences Criminelles ».
- Rafail, P. (2010). *Asymmetry in Protest Control? Comparing Protest Policing Patterns in Montreal, Toronto, And Vancouver, 1998-2004*. Mobilization: An International Quarterly. Vol.15, No.04, pp 489-509.
- Rasler, K. (1996). *Concessions, repression, and political protest*. American Sociological Review, Vol.61, No.01, pp132-152.
- Rea, A. (2007). *Les ambivalences de l'État social-sécuritaire*. Lien social et Politiques, No.57, pp.15-34.
- Renn, O., Jovanovic, A., et Schröter, R. (2011). *Social Unrest*. IFP/WKP/FGS 5, OECD/IFP Project on Future Global Shocks, Paris: OECD.
- Roché, S. (2006). *Le frisson de l'émeute. Violences urbaines et banlieues*. Éditions du Seuil. p221.
- Salas, D. (1998). *La délinquance d'exclusion impose une redéfinition des missions de l'État*, Le Monde, édition du 09 juin 1998.
- Schelling, T. (1972). *Dynamic models of segregation*. Journal of Mathematical Sociology, No.01, pp143-186.
- Schneider, C.L. (2008). *Police Power and Race Riots in Paris*. Politics & Society, Vol.36 No.01.
- Shaw, C., et McKay, H. D. (1942). *Juvenile delinquency and urban areas*. Chicago: University of Chicago Press.
- Silverstein, P. et Tetreault, C. (2005). *Urban Violence in France*. Middle East Report Online.  
[http://www.merip.org/mero/interventions/silverstein\\_tetreault\\_interv.htm](http://www.merip.org/mero/interventions/silverstein_tetreault_interv.htm), accessed March 28, 2010
- Singer, B.D. (1970). *Mass media and communication processes in the Detroit riot of 1967*. Public Opinion Quarterly, Vol.34, No.02.
- Snow, D., Vliegthart, R. & Corrigan-Brown, C. (2007). *Framing the French Riots: A Comparative Study of Frame Variation*. Social Forces, Vol.86, No.02.
- Spilerman, S. (1971). *The causes of racial disturbances: tests of an explanation*. American Sociological Review Vol. 36, No. 3. pp.427-442
- Star, A., Fernandez, L.A., Amster, A., Wood, L.J., et Caro, M.J. (2008). *The Impacts of State Surveillance on Political Assembly and Association: A Socio-Legal Analysis*. Qual Sociol, No.31, pp.251-270.

- Tarde, G. (1895). *Les lois de l'imitation*. Réimpression, Paris: Kimé Éditeur, 1993, p427.
- The Economist (2009). *Global Tinderbox - 2010 could be a year that sparks unrest*. Paru le 28 décembre 2009, <http://www.economist.com/node/15098974> .
- The Economist (2011). *The Shoe-Thrower's index*. Paru le 9 février 2011, [http://www.economist.com/blogs/dailychart/2011/02/arab\\_unrest\\_index](http://www.economist.com/blogs/dailychart/2011/02/arab_unrest_index)
- The Economist (2011). *Build your own revolutionary index - An interactive index of unrest in the Arab world*. Paru le 14 mars 2011, [http://www.economist.com/blogs/dailychart/2011/03/arab\\_unrest\\_0](http://www.economist.com/blogs/dailychart/2011/03/arab_unrest_0)
- Tilly, C. (2003). *The Politics of Collective Violence*. Cambridge University Press, p262.
- Todd, E. et Courbage, Y. (2007). *Le rendez-vous des civilisations*. Éditions du Seuil.
- Walmsley, R. (2005). *World Prison Population List* (6ème édition). International Center for Prison Studies, King's College London. [http://www.apcca.org/stats/6th%20Edition%20\(2005\).pdf](http://www.apcca.org/stats/6th%20Edition%20(2005).pdf)
- Wilkinson, S.I. (2009). *Riots*. The Annual Review of Political Science, Vol.12.
- Wisler, D., et Giugni, M. (1999). *Under the spotlight: The impact of media attention on protest policing*. Mobilization, Vol.04, No.02, pp171-187.
- Wright, S. (1998). *An appraisal of technologies for political control*. The STOA Program, European Parliament. <http://www.hollings.org/Content/EUParliament-nAppraisalOfTechnologiesOfPoliticalControl.pdf>